

# MADAGASCAR



## PLAN DE CONTINGENCE de la PLATEFORME HUMANITAIRE du SECTEUR PRIVE

*Elaboré en avril 2016*

<b>MODE D'UTILISATION DU DOCUMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>1<sup>re</sup> PARTIE : BREVE PRESENTATION DE LA PLATEFORME HUMANITAIRE DU SECTEUR PRIVE.....</b>	<b>5</b>
I- LA PLATEFORME.....	6
II- APERCU GLOBAL DES ACTIVITES DE LA PHSP .....	7
<b>2<sup>e</sup> PARTIE : LES ELEMENTS CLES DU PLAN DE CONTINGENCE NATIONAL .....</b>	<b>9</b>
I- ORGANISATION AU NIVEAU DE LA COORDINATION INSTITUTIONNELLE.....	10
A- AU NIVEAU NATIONAL.....	10
B- NIVEAU DECENTRALISE (REGION ET DISTRICT).....	10
C- SECTEURS HUMANITAIRES AU NIVEAU OPERATIONNEL.....	12
II- MECANISME COMMUN D'ALERTE.....	14
<b>3<sup>e</sup> PARTIE : LES ELEMENTS SPECIFIQUES AU PLAN DE CONTINGENCE DE LA PHSP.....</b>	<b>15</b>
I- LES ENTREPRISES LEADERS DANS LES SECTEURS HUMANITAIRES ET LES MEMBRES AU NIVEAU DE LA PHSP.....	16
II- ACTIVATION DE LA PHSP EN CAS DE CATASTROPHE.....	17
III- LA MATRICE DE REACTION RAPIDE DE LA PHSP.....	18
<b>4<sup>e</sup> PARTIE ANNEXES .....</b>	<b>21</b>
Annexe 1 PERIODES PROPICES INDICATIVES AUX PRINCIPALES CATASTROPHES A MADAGASCAR.....	22
Annexe 2 LES DIFFERENTS SCÉNARIOS RETENUS .....	23
Annexe 3 CARTE ADMINISTRATIVE DE MADAGASCAR.....	35
Annexe 4 CARTOGRAPHIE DES CAPACITES DE LA PHSP.....	36
Annexe 5 SIGNIFICATION DES CODES COULEURS.....	38
Annexe 6 FONCTIONNEMENT DU CRIC EN TEMPS D'URGENCE.....	39
Annexe 7 FICHE D'EVALUATION SMS.....	41
Annexe 8 FICHE D'EVALUATION ERM.....	42
Annexe 9 ACRONYMES ET TERMINOLOGIE EN GRC.....	44
Annexe 10 FICHE D'ENREGISTREMENT DES DOTATIONS .....	46

## Liste des figures

<b>Figure n°1</b>	Structure de la PHSP .....	6
<b>Figure n°2</b>	Structure de coordination appliquée aux catastrophes .....	11
<b>Figure n°3</b>	Mécanisme commun d’alerte quelle que soit la catastrophe .....	14
<b>Figure n°4</b>	Activation de la PHSP en cas de catastrophe .....	17
<b>Figure n°5</b>	Mécanisme de coordination additionnelle pour la réponse en cas d’épidémie...	34

## Liste des tableaux

<b>Tableau n°1</b>	Tableau des activités de la PHSP .....	7
<b>Tableau n°2</b>	Tableau des secteurs humanitaires et acteurs humanitaires traditionnels .....	12
<b>Tableau n°3</b>	Tableau des Entreprises membres par cluster .....	16
<b>Tableau n°4</b>	Matrice de réaction rapide de la PHSP .....	18
<b>Tableau n°5</b>	Périodes propices aux principales catastrophes à Madagascar .....	22
<b>Tableau n°6</b>	Tableau des scénarios retenus pour la sécheresse .....	23
<b>Tableau n°7</b>	Tableau des indicateurs d’alerte en cas de sécheresse .....	26
<b>Tableau n°8</b>	Processus d’évaluation en cas de sécheresse .....	27
<b>Tableau n°9</b>	Tableau du scénario le plus probable de cyclone et d’inondation .....	28
<b>Tableau n°10</b>	Tableau du scénario 2 de cyclone et d’inondation .....	29
<b>Tableau n°11</b>	Tableau des indicateurs et des seuils en cas de cyclone et d’inondation .....	30
<b>Tableau n°12</b>	Tableau des scénarios épidémiques et pandémiques .....	32

## MODE D'UTILISATION DU PLAN

La création de la Plateforme Humanitaire du Secteur Privé (PHSP) est une initiative innovatrice qui permet d'une part, de donner au Secteur privé un espace où il peut se positionner pleinement en tant qu'acteur humanitaire et d'autre part, aux acteurs humanitaires traditionnels et à l'Etat malgache de reconnaître ses actions et de les intégrer dans le dispositif existant en matière de Gestion des Risques et Catastrophes (GRC).

Aussi, s'est-il avéré indispensable de mettre en place certains dispositifs destinés à mettre les actions humanitaires du secteur privé en cohérence, non seulement entre elles, mais également avec le système de coordination des actions humanitaires en vigueur dans le Plan de contingence national de Madagascar.

C'est ainsi que le présent document dénommé Plan de contingence de la Plateforme Humanitaire du Secteur Privé a été élaboré de manière à mettre en exergue cette cohérence avec le système préconisé par le Gouvernement malgache. En effet, en matière de coordination générale, tout part de l'existant et les interventions du Secteur privé partent toutes d'un principe d'insertion dans le système officialisé par le plan de contingence national et à partir des scénarios qui y ont été identifiés.

Le présent document est un plan de préparation et de réponses conçu de manière à être standard, c'est-à-dire pouvant être utilisé quelle que soit la catastrophe. Il dispose de trois grandes parties à savoir :

1. La **première partie** qui fait une brève **présentation de la PHSP** pour laquelle le présent plan a été élaboré. Elle permet également une mise en contexte étant donné la spécificité des destinataires de ce plan et l'innovation qu'il représente.
2. La **deuxième partie** reprend les **éléments clés du Plan de contingence national**, afin de mettre à la portée de tout utilisateur, les bases du document de référence duquel s'est inspiré le présent plan de contingence et de permettre ainsi un même niveau de compréhension. Cette partie sera actualisée en fonction des mises à jour effectuées par l'Etat malgache
3. La **troisième partie** qui présente les **éléments propres à la Plateforme Humanitaire du Secteur Privé**, décrit le mode de fonctionnement opérationnel de la Plateforme, le déclenchement de ses actions et interventions et de sa représentation au niveau des différents clusters humanitaires aussi bien au niveau national qu'au niveau régional et enfin, les différentes activités qui constituent sa matrice de réaction rapide pendant les différents stades critiques d'une catastrophe et après la situation de crise. Cette partie a été conçue de manière à pouvoir être adaptée aux situations les plus courantes/probables et ne nécessite normalement pas de mise à jour systématique, sauf en ce qui concerne les points focaux qui pourraient changer d'une année à une autre.
4. La **quatrième partie** concerne les **Annexes** et présente d'une manière globale les activités de la PHSP, les cartographies de capacités, les scénarios retenus dans le Plan de contingence national, ainsi que d'autres outils et supports permettant une meilleure compréhension de l'environnement humanitaire et des actions réalisées dans le cadre de la GRC (listes des abréviations, outils d'évaluation...).

# PREMIERE PARTIE

## BREVE PRESENTATION DE LA PLATEFORME



**Private Sector**  
Humanitarian  
Platform  
MADAGASCAR



# I- PLATEFORME HUMANITAIRE DU SECTEUR PRIVE (PHSP)

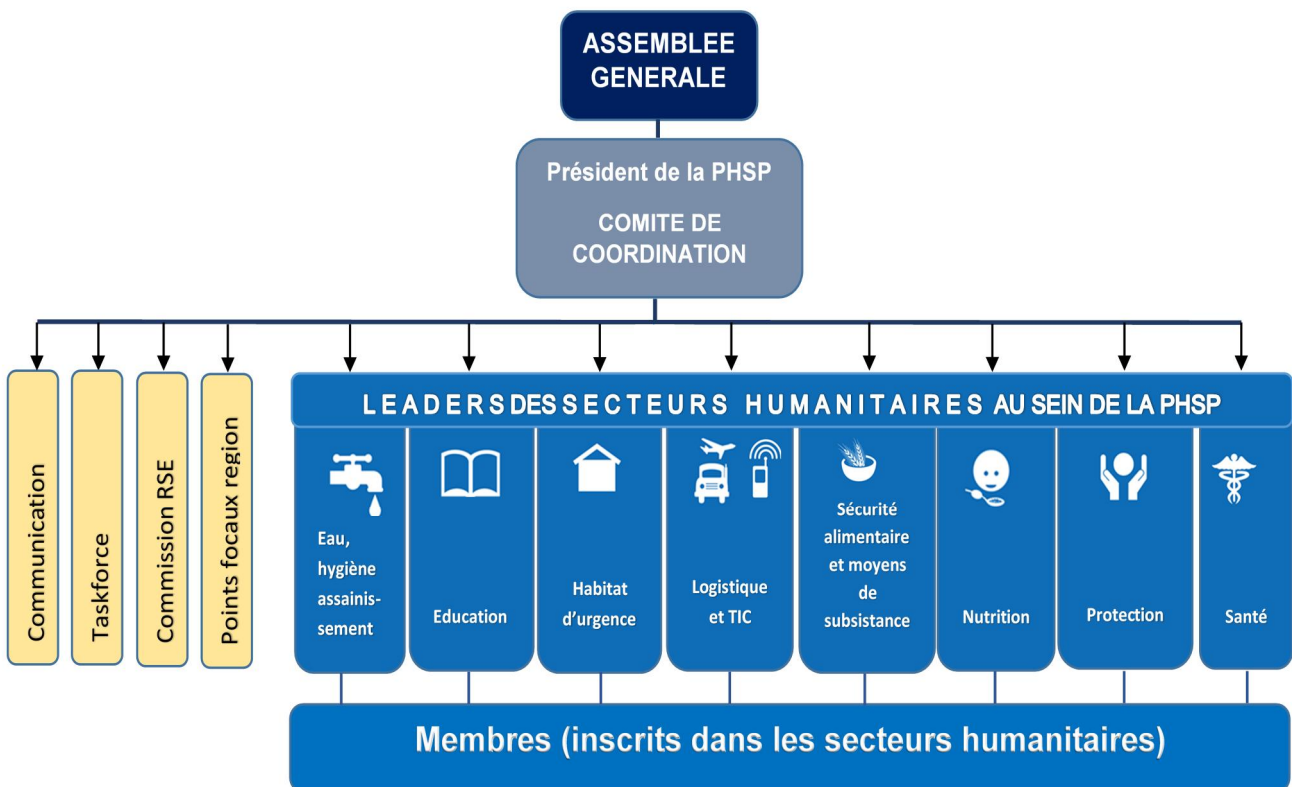
La Plateforme a pour mission de réunir, de faciliter et de coordonner les actions humanitaires de ses membres en vue d'une meilleure efficacité de ces actions, et ce, en agissant en complémentarité et en transparence avec les acteurs humanitaires « traditionnels » et le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC). La PHSP a des objectifs précis, des principes de base qui la gouvernent et un règlement intérieur auxquels chaque membre est appelé à adhérer (cf. Charte de la PHSP pour les détails). La PHSP dispose de deux organes principaux, à savoir, l'**Assemblée générale** et le **Comité de coordination**.

Le Comité de coordination est composé au moins d'un Président de la Plateforme et des Entreprises leaders de chaque secteur humanitaire. Ces dernières coordonnent les actions menées au niveau de leur secteur humanitaire et font office d'interface entre les membres de la PHSP et les autres acteurs agissant dans chaque secteur humanitaire. Par ailleurs, les points focaux régionaux de la PHSP sont chargés de coordonner les actions au niveau régional et de District pour les entreprises qui sont présentes dans les Régions. Le Comité de coordination dispose également d'une cellule communication, ainsi que d'une Taskforce et d'une commission Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Dès leur intégration dans la PHSP, les membres sont répartis dans les secteurs humanitaires de leur choix selon leur domaine d'activité ou le type d'assistance qu'ils entendent apporter. Cette structure répond au souci d'avoir des actions coordonnées qui s'intègrent dans le système national existant. Le rôle de la PHSP ne devant pas se substituer à ceux de l'Etat mais les compléter.

Au sein de la PHSP, toutes les informations sont centralisées au niveau du comité de coordination qui en fait la gestion des flux et assure ainsi une coordination aussi bien au niveau interne (national et local) qu'avec les autorités et autres partenaires humanitaires.

Figure n°1 : Structure de la PHSP





## II- APPERCU GLOBAL DES DIFFERENTES ACTIVITES DE LA PHSP

Tableau n°1 : Activités de la PHSP

1. ACTIVITES LIEES A L'ORGANISATION INTERNE DE LA PLATEFORME		
Activités	Détails des activités	Intervenants
Réunions du comité de coordination	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Identification/mise à jour des axes stratégiques de la Plateforme</li><li>○ Réflexion à faire sur le financement des activités (fonctionnement, communication, réponse commune, ...)</li><li>○ Partage des tâches aux membres du comité de coordination</li></ul>	Comité de coordination
Réunions en Assemblée générale	Tous les points proposés par le comité de coordination pour délibération, vote ou information.	Assemblée générale

2. ACTIVITES DE PREPARATION AUX INTERVENTIONS HUMANITAIRES		
Activités	Détails des activités	Intervenants
Inventaire des ressources disponibles	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Mise à jour de la fiche d'information et de ressources</li><li>○ Regroupement des informations par catégorie de ressources</li><li>○ Mise à jour périodique de la cartographie</li><li>○ En interne, au niveau de chaque Entreprise, mise en place de procédures internes afin d'assurer :<ul style="list-style-type: none"><li>✓ la bonne application des protocoles signés avec les partenaires et/ou les autres entreprises membres</li><li>✓ la sécurité des collaborateurs ainsi que la communication à tous les échelons quant aux situations d'urgence.</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Comité de coordination</li><li>○ Tous les membres</li></ul>
Signature de protocole d'accord	Signature de protocole d'accord avec les partenaires de mise en œuvre sur des thématiques et des sujets précis (si la mise à disposition d'une ressource le requiert) afin d'être prêt au moment des urgences.	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Membres</li><li>○ Entités partenaires</li></ul>
Mutualiser les capacités des membres	Identifier les possibilités de partenariat bi ou multilatéral pour monter des projets durables en termes d'actions humanitaires	Membres
Communication	Mise en place/rappel aux concernés, du circuit de communication en place pour être prêt en cas d'urgence	Cellule communication



3. ACTIVITES EN PERIODE DE CATASTROPHE		
Activités	Détails des activités	Intervenants
<b>Alerte</b>	Cf. Matrice de réaction rapide (p.18) Activation et circuit de communication (p.17)	
<b>Evaluation</b>		
<b>Réponse</b>		
<b>Relèvement / Reconstruction</b>	Participer aux activités visant un retour progressif à la normale de la vie des personnes affectées	Membres

4. ACTIVITES POST-CATASTROPHE		
Activités	Objectifs	Intervenants
<b>Inventaire de toutes les actions de la Plateforme</b>	Les informations relatives aux actions réalisées par chaque membre sont remontées au niveau du comité de coordination qui en dresse une compilation	○ Membres ○ Comité de coordination
<b>Réunion de présentation des activités et de leçons apprises en interne</b> (Réunion par secteur humanitaire et présentation des activités au niveau de l'Assemblée générale)	○ Amélioration des actions de la Plateforme ○ Version consolidée à présenter à l'atelier des leçons apprises nationales	Leaders PHSP
<b>Atelier des leçons apprises avec les autres acteurs humanitaires et le gouvernement malgache</b>	Amélioration de l'ensemble des interventions et de leur coordination	○ Comité de coordination ○ Acteurs humanitaires traditionnels / CRIC
<b>Activités de relèvement - reconstruction</b>	Participer aux activités visant un retour progressif à la normale de la vie des personnes affectées	Membres



# DEUXIEME PARTIE

## LES ELEMENTS CLES DU PLAN DE CONTINGENCE NATIONAL



# I- ORGANISATION AU NIVEAU DE LA COORDINATION INSTITUTIONNELLE

## A. Au niveau national

Au niveau national, le Conseil National de Gestion des Risques et Catastrophes (CNGRC), présidé par le Premier Ministre et dont les membres sont constitués de différents Ministres, définit les stratégies nationales de Gestion des Risques et Catastrophes (GRC). La Cellule de Gestion et de Prévention des Urgences (CPGU), rattachée au niveau du Bureau du Premier Ministre, appuie le Premier Ministre dans l'élaboration de cette stratégie nationale, l'analyse et le suivi des activités de GRC.

La GRC à Madagascar est sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur. La structure de la GRC est décentralisée jusqu'au niveau des Fokontany, le découpage administratif le plus bas de Madagascar. Le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) est la structure opérationnelle attachée au ministère de l'Intérieur. Le BNGRC a pour mandat d'assurer la coordination de la GRC au niveau national. Cette responsabilité comprend la préparation, la planification stratégique ainsi que la réponse humanitaire opérationnalisée à travers le Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophes (CRIC). Le BNGRC coordonne les structures techniques des ministères en charge de la gestion des urgences. Ces structures sont regroupées au sein des groupes sectoriels.

L'Equipe Humanitaire du Pays, présidée par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU), est la déclinaison du Comité Permanent Inter-Agences (IASC) au niveau du pays et constitue l'organe de coordination des appuis apportés par ses membres. Le Coordonnateur résident du SNU est le premier interlocuteur de l'Equipe Humanitaire auprès du Gouvernement en cas de crise. Toutefois, le Bureau du Coordonnateur résident est appuyé par l'équipe du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), à qui ce rôle peut être confié selon la gravité de la crise. L'Equipe Humanitaire du Pays coordonne les clusters humanitaires qui sont présidés par les Agences onusiennes et la Fédération Internationale de la Croix-Rouge. Cette équipe dispose également de l'Intercluster en tant que structure technique de coordination des clusters et de conseil/suivi. L'Intercluster appuie le CRIC à travers des techniciens issus des clusters humanitaires.

Au niveau opérationnel, les groupes sectoriels travaillent en étroite collaboration avec les clusters humanitaires aussi bien au niveau national qu'au niveau décentralisé, ce qui se traduit par l'unicité et la mise en œuvre conjointe des activités de planification dans le domaine des catastrophes naturelles.

Ainsi, les groupes sectoriels et les clusters humanitaires sont alignés par secteur, le plan national dispose maintenant de huit groupes sectoriels opérationnels (Sécurité alimentaire et Moyens de subsistance, Eau et assainissement, Education, Habitat, Logistique, Nutrition, Protection et Santé), appuyés par huit clusters humanitaires. Le réseau de l'Information, Education et Communication (IEC) a été redynamisé et fonctionne de manière transversale.

Dès la menace d'une crise, le BNGRC peut convoquer une réunion restreinte, qui peut décider de l'activation du plan national de contingence et l'activation immédiate d'une des matrices de réaction rapide (selon la crise). Les groupes sectoriels/clusters s'activent en même temps selon le contexte.

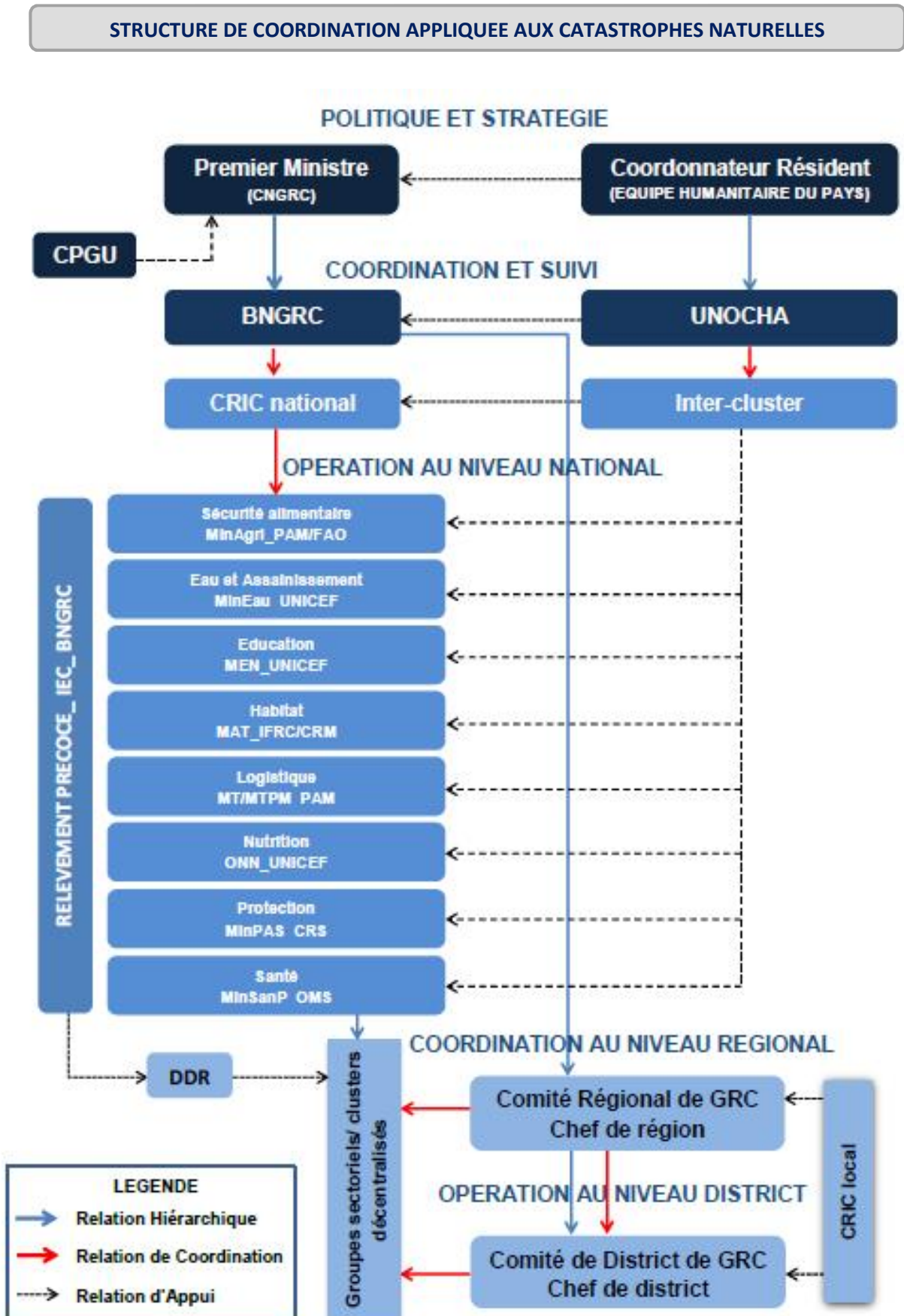
L'état d'urgence est déclaré par le gouvernement au niveau national, à travers le Premier Ministre, et sur proposition du CRIC (cf. Annexe 6. **Fonctionnement du CRIC en temps d'urgence**). Au niveau décentralisé, le Comité Local de GRC peut déclarer une situation d'urgence localisée à l'intérieur de sa circonscription, après consultation du BNGRC. Une situation de crise politique peut retarder voire empêcher ce processus, et l'Equipe Humanitaire doit assumer son mandat et ses responsabilités à défaut d'une telle déclaration.

## B. Au niveau décentralisé (Région et District)

La **coordination opérationnelle** locale se fait au niveau des districts, sous la coordination des Comités de District de Gestion des Risques et Catastrophes (CDGRC) ; le Comité Régional de GRC (CRGRC) au niveau régional assure la coordination générale des CDGRC, la centralisation des informations et la prise de décisions majeures. Pendant la phase d'urgence aigüe, les comités locaux de GRC au niveau des régions et des districts seront renforcés par des équipes centrales du BNGRC. Les partenaires les plus présents au niveau des régions et des districts, en particulier, pendant la phase d'urgence, pourront apporter un appui à la coordination locale selon leur convenance. En cas d'urgence majeure, UNOCHA déploiera ses services « en stand-by » pour supporter la coordination des réponses sur le terrain.

# ELEMENTS CLES DU PLAN DE CONTINGENCE NATIONAL

Figure n°2 : Structure de coordination appliquée aux catastrophes naturelles



C. Secteurs humanitaires au niveau opérationnel

Le tableau ci-après illustre la structure traditionnelle au niveau national à laquelle la Plateforme Humanitaire du Secteur Privé est appelée à s’aligner.

Tableau n°2. Tableau des secteurs humanitaires et acteurs humanitaires traditionnels

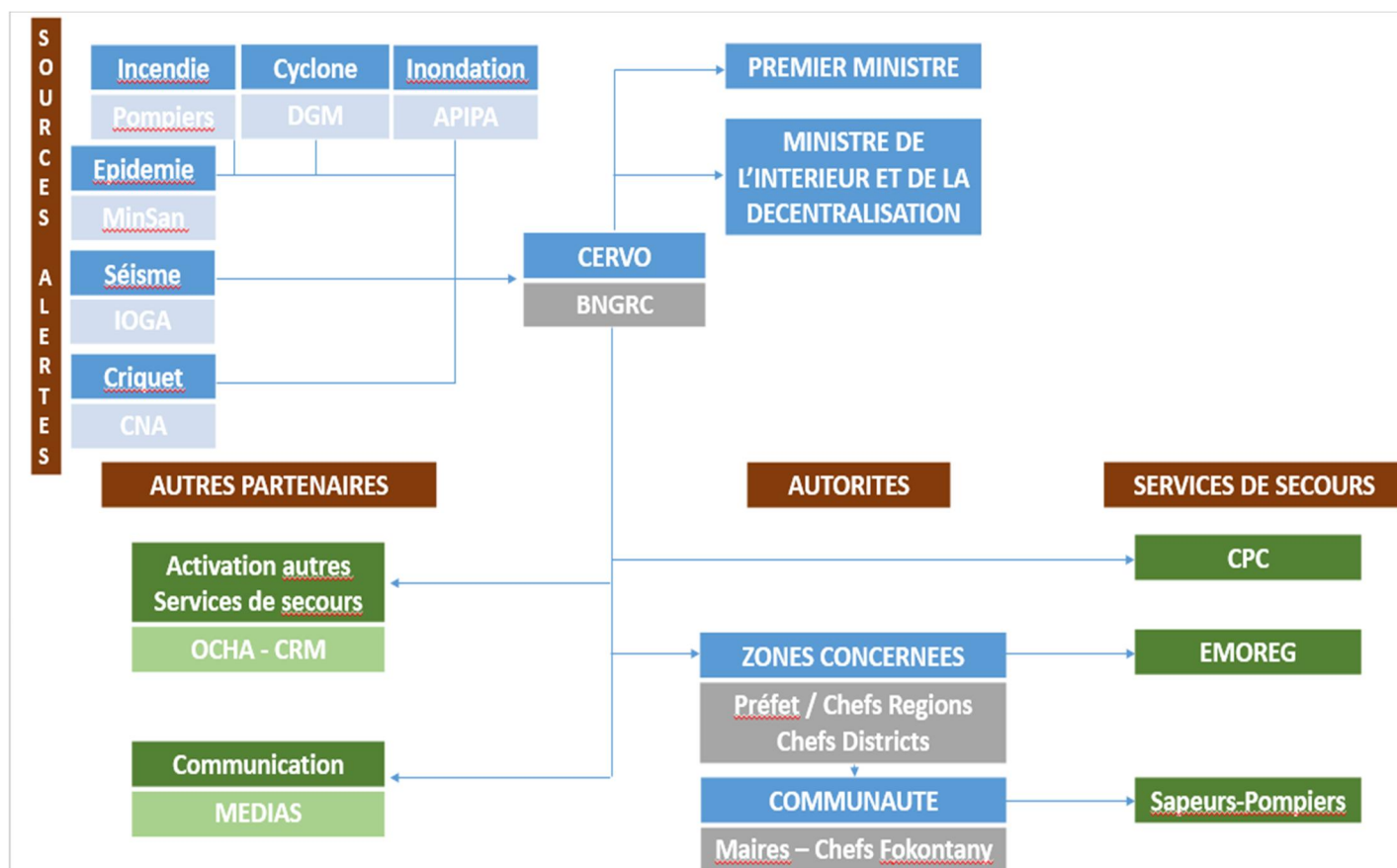
	Eau et assainissement	Education	Habitat d'urgence	Logistique et TIC	Nutrition	Protection	Santé	Sécurité alimentaire et moyen de subsistance
<b>Ministères</b>	<b>ME</b>	<b>MEN</b>	<b>MEPATE</b>	<b>MTP MTM</b>	<b>ONN</b>	<b>MPPSPF</b>	<b>MSanP</b>	<b>MinAgri</b>
<b>Directions/Services au sein des Ministères</b>	Direction de l'Eau (DEPA)	DPFEA	Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT)	Direction des routes (DR) Direction des Entretiens Routiers (DER)	Service de la Nutrition (SNUT)	Min Justice PACTE Ministère du Travail	Direction des Urgences, de Riposte et de Lutte contre les Maladies Negligées (DURLMN)	Service de la Gestion de Catastrophe et Urgence (SGCU)
<b>Structures attachées au Gouvernement/Ministères</b>	ANDEA (MEM) SSENV/ SAGS MinSanP BNGRC MINEAU APIPA BMH/CUA	FID (Primature) BNGRC METEO	FID (Primature) CPC	OTU (MTPM) OLEP (MEEFT) BNGRC FID (Primature) CPC	FID (Primature) BNGRC	CPC BNGRC BMH/CUA	SURECA (MinSanP) SNUT (MinSanP) BNGRC	GENIE RURAL (MinAgri) ONN (Primature) BNGRC PSDR (MinAgri) FID (Primature)
<b>Equipe Humanitaire du Pays</b>	UNICEF CRM/IFRC BCR/OCHA MEDAIR CRS CARE International CARITAS SIF	UNICEF BIT UNESCO BCR/OCHA IFRC/CRM Aide et Action	IFRC / CRM OIM UNHABITAT PNUD BCR/OCHA CARE International	PAM UNICEF BCR/OCHA IFRC/CRM CARE International CRS CRF-PIROI	UNICEF PAM OMS BCR/OCHA IFRC/CRM CARE International CRS ADRA SIF ACF	CRS PNUD DHH UNFPA BCR/OCHA UNICEF OCHCR CICR HCDH Handicap International	OMS UNICEF ONU SIDA FNUAP IFRC/CRM BCR/OCHA MDM SIF MSF ACF	FAO PAM BCR/OCHA ADRA CRS CARE International SIF CARITAS RTM ACF
<b>Associations, ONG nationales, Société Civile</b>	ONG St Gabriel - FSG ONG Miarintsoa ASOS PSI Madagascar PAMOELA SAFFJKM CDA VOAHARY SALAMA Toutaglos/Manasoa ONG TARATRA WATER AID	IOGA CRF	SAF FJKM	SAFFJKM CIC/CMT CDA	TANY MAITSO ASOS SALFA CDA AAA GRET SAFFJKM RTM ASERN CSA CDD AZAFADY SPC 2H MONDOBIMBI TAMAFA	SPDTS ONG ManaoDE Manda/PFSC Groupe Développement SOS Victime non Droit ACAT Madagascar SOS Village d'Enfants Village d'Enfants Association LAKANA TAIZA SAGE AMU Justice et Paix SAMPATI ONG ManaoDE	ASOS CRM RTM SALFA SFC SDC SPC	SAF FJKM AAA 2H ASOS
<b>Donateurs actifs/potentiels</b>	ECHO USAID	BAD JICA NORVEGE	BANQUE MONDIAL USAID	USAID ECHO BAD BANQUE MONDIALE	ECHO USAID	USAID ECHO BAD	USAID ECHO BAD	BANQUE MONDIALE ECHO FRANCE USAID

Secteur	Président Technique	Point focal	Téléphone	Mail	Agence Cluster Lead	Coordonnateurs des clusters	Téléphone	Mail
<b>Groupes sectoriels du Gouvernement</b>					<b>Cluster humanitaire</b>			
<b>Sécurité Alimentaire et Moyens de subsistance</b>	Min Agri	ANDRIAMHAZO Julien	034 05 610 28	andriamahazojulien@yahoo.fr, dsa@maep.gov.mg	PAM	Arisoa Raharinjatovo	033 41 045 34	arisoa.raharinjatovo@wfp.org
	Min Elevage				FAO	Louis Muhigirwa	032 64 598 99	Louis.Muhigirwa@fao.org
	Min Peche							
<b>Eau et assainissement</b>	Min Eau	ANDRIAMAMONY Mahavonjiniaina	032 40 160 37	mem-dea@moov.com	UNICEF	Sitraka Rajaonalison	032 23 426 85	sdrajonalison@unicef.org
<b>Education</b>	Min Education	RANDRIAMIALIONA François	033 12 842 41	fsrandriamialisona@yahoo.fr	UNICEF	FelanAndo Aliderson	032 23 426 08	faliderson@unicef.org
<b>Habitat</b>	MAT	RABETOKONTANY Vonjhasina	034 05 522 37		IFRC/CRM	Dr Zaka Rabeson	032 03 221 06	drabeson@yahoo.fr, sante@crmada.org
<b>IEC</b>	BNGRC	MELISA Venance	034 05 480 87 - 033 08 295 70-	communicationbngrc@gmail.com	UNICEF			
<b>Logistique et Telecommunication</b>	MTP	RAZAFIMAHAFALY	045 05 560 71	dgtp-attache1@mtpm.gov.mg	PAM	Christian Razafimahatratra	032 41 124 92	Razafimahatratra.Christian@wfp.org
<b>Nutrition</b>	ONN	RAJAABELISON Josia	033 12 805 95	onn@blueline.mg, seeefs@moov.mg	UNICEF	Simeon Nanama	032 23 411 26	snanama@unicef.org
		ANDRIANTSARAFARA Lalazarizaka	034 02 561 74	lala_onn@yahoo.fr		Virginie Razanantsoa	032 23 426 27	vrazanantsoa@unicef.org
<b>Protection</b>	MPASPF	RAVELOJAONA Irenee	033 12 156 54 032 42 690 27	iravelojaona@yahoo.fr	CRS	Hilda Rakotondraibe	034 05 157 08 033 23 157 08	hilda.rakotondraibe@crs.org
<b>Santé</b>	MSanP	ANDRIANARISAINA Benalison	033 12 647 77	dsureca@yahoo.com; sureca@sante.gov.mg	OMS	Dr Lamina Arthur	033 75 303 15	Rakotonl@who.int
<b>Coordination Nationale</b>					<b>Coordination Equipe Humanitaire Pays (IASC)</b>			
Secrétaire Exécutif	BNGRC	VENTY Thierry	032 03 700 03	sp.bngrc@bngrc.mg	OCHA/BCR	Rakotoson Rija	033 15 076 93	rakotoson@un.org
Secrétaire Exécutif Adjoint	BNGRC	Col RAMBOLARISON Charles	032 49 736 35	protimamo@gmail.com	FAO	Alexandre Huynh	032 04 737 20	alexandre.huynh@fao.org
Directeur des Reponses aux Urgences	BNGRC	RAZAFIARISON Jean Jugus	034 13 921 69	rjugus@gmail.com	UNICEF	Jacky Randimbarison	032 23 426 60	jrandimbarison@unicef.org
Directeur du CERVO	BNGRC	RAZAFIANDIMBY John Heriniandry	034 06 795 56	dircervo@gmail.com	UNFPA	Solomandresy Ratsarazaka	032 02 565 81	solomandresy@unfpa.org
Directeur des Pre-positionnement	BNGRC	Antilahy Martial Michel	034 05 480 77	antilmichel@gmail.com	CRM	Eric Randreparivelo	034 14 221 17	cpkeepup@crmada.org
Directeur de la Reduction des Risques	BNGRC	RANDRIANJAFY Mamy Solange	034 05 480 75	ramsil12yahoo.fr	CRS	Rolland Ramanampihery	034 05 158 09	Roland.ramanampihery@crs.org
Coordonnateur de Projet	BNGRC	Cdt FALY Aritiana Fabien	034 05 480 67	aritiaa23@yahoo.fr				
Chef de Service IEC	BNGRC	RANDRIANARIVelo Nianja	034 05 480 15	web.bngrc@bngrc.mg				
Chef de Service Reponses aux urgences	BNGRC	ANDRIAMASINORO Mamy	034 05 480 71	Mamy.Andriamasinoro@gmail.com				

## II- MECANISME COMMUN D'ALERTE

- o Le CERVO (Centre d'Etude, de Réflexion et de Veille Opérationnelle) constitue le pilier et le centre de convergence de toutes les informations relatives aux alertes et aux catastrophes.
- o Tant que la catastrophe est prévisible, toutes les alertes fournies par les différents dispositifs d'alerte (APIPA, DGM, futur Système d'Alerte Précoce pour le Grand sud, Sapeurs-pompiers, IOGA, etc.) sont centralisées au sein du CERVO/BNGRC qui, selon la gravité ou l'imminence de l'évènement, décide de diffuser ou non à tous les acteurs concernés (Autorités à différents niveaux, Services de Secours, Partenaires, Média).
- o Selon la source et la nature de la catastrophe, l'alerte peut transiter au niveau du Ministère concerné pour appréciation et validation et ce dernier la transmet au BNGRC. Tel est le cas pour les alertes épidémiques et les alertes liées à l'attaque acridienne. Par contre, les alertes cycloniques et liées au tsunami arrivent directement au niveau du CERVO.
- o Sur recommandation du CERVO/BNGRC, un « **Etat d'alerte** » peut être déclaré par les autorités concernées. Cet état d'alerte leur permet d'appliquer des mesures restrictives.

Figure n°3 : Mécanisme commun d'alerte quelle que soit la catastrophe



# TROISIEME PARTIE

## **LES ELEMENTS SPECIFIQUES AU PLAN DE CONTINGENCE** de la Plateforme Humanitaire du Secteur Privé



## I- LEADERS PHSP ET MEMBRES PAR SECTEUR HUMANITAIRE

**Tableau n°3.** Tableau des Entreprises membres par secteur humanitaire  
(Liste évolutive au fur et à mesure que les membres s'inscrivent dans les secteurs humanitaires)

ENTREPRISES	Eau et assainissement	Education	Habitat d'urgence	Logistique et TIC	Nutrition	Protection	Santé	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance
<b>Leads PSHP</b>	IMPERIAL TOBACCO BUSHPROOF	CAMUSAT ACOR SGS-GASYNET QEIM ECOTECH	FIRST IMMO JOVENNA BFV-SG	IBL Group Henri Fraise AMBATOVY MICROSOFT FONDATION TELMA DHL TELMA VIVETIC	SOCOLAIT TANJAKA FOOD	ASSURANCE ARO	STAR	GUANOMAD TRIMETA Groupe VISEO
<b>Entreprises Membres</b>	STAR FONDATION TELMA ECOTECH CHOCOLATERIE ROBERT	CANAL PLUS IMPERIAL TOBACCO TRIMETA/VDB FONDATION TELMA CHOCOLATERIE ROBERT HAZOVATO STAR TELMA Groupe VISEO DHL	FONDATION TELMA BNI ECOTECH Groupe VISEO	SOCOLAIT JOVENNA CANAL PLUS IMPERIAL TOBACCO AIR MADAGASCAR CAMUSAT EDM FIRST IMMO BFV - SG	STAR CHOCOLATERIE ROBERT FOOD ALLIED AMBATOVY SGS-GASYNET HAZOVATO BFV-SG TRIMETA/VDB FONDATION TELMA DHL	FONDATION TELMA SAHAM ASSURANCE	IMPERIAL TOBACCO SAHAM ASSURANCE ALLIANZ FONDATION TELMA TELMA HAZOVATO CHOCOLATERIE ROBERT DHL	SOCOLAIT ASSURANCE ARO BFV-SG DHL IMPERIAL TOBACCO FONDATION TELMA FOOD ALLIED STAR ECOTECH



## II- ACTIVATION DE LA PLATEFORME EN CAS DE CATASTROPHE

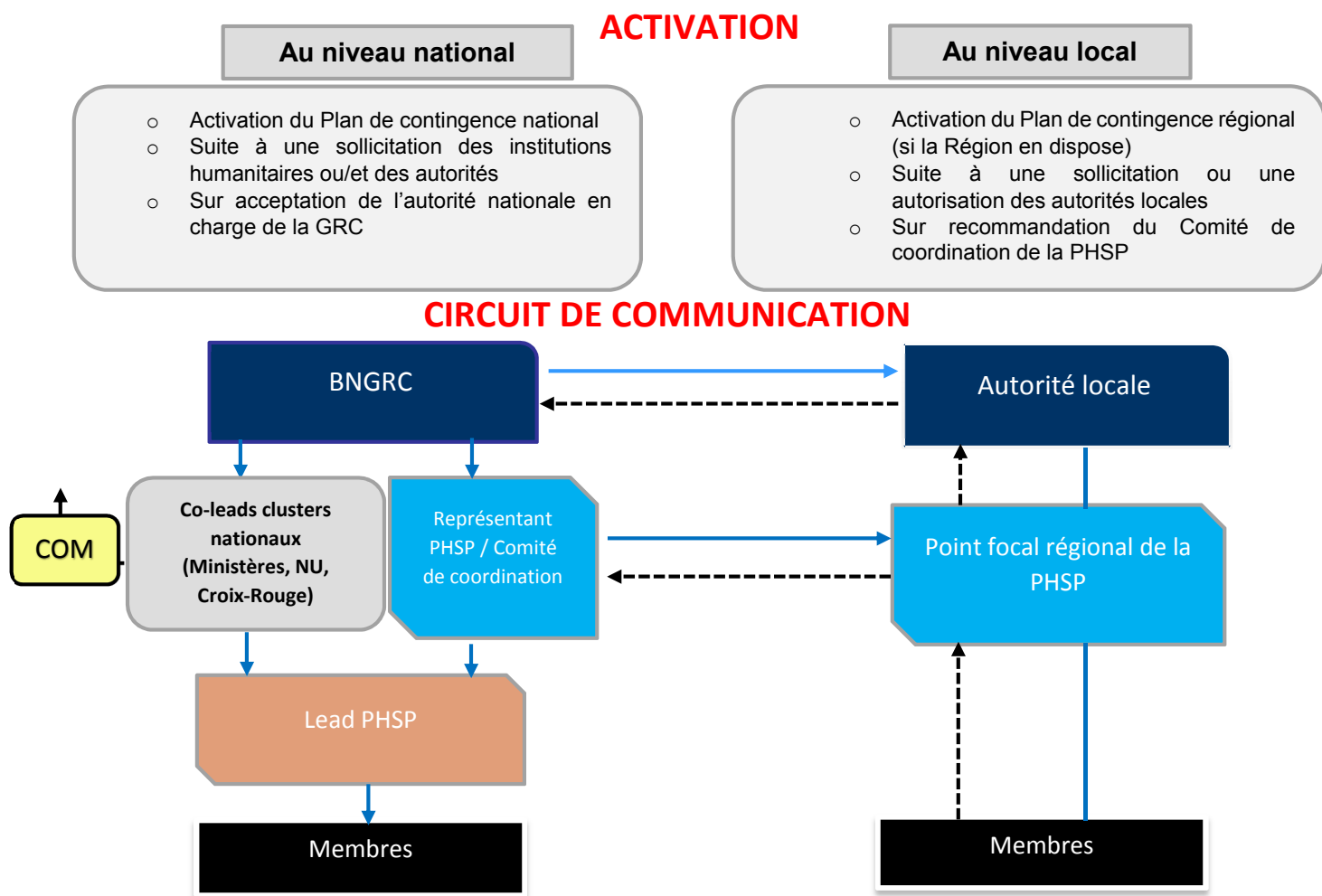
La question de l'activation de la PHSP en cas de catastrophe est cruciale en ce sens qu'en temps d'urgence, un manque de précision sur le bon moment pour activer les actions pourrait soit retarder l'assistance humanitaire (si l'activation est tardive), soit perturber tout le système en place (si celle-ci est en avance). Il faut distinguer deux niveaux d'activation : **national** et **local** (cf. Figure ci-dessous). Toute action isolée (en temps normal ou en temps d'urgence) réalisée en dehors des cas d'activation prévus dans le présent Plan de contingence par un membre de la PHSP ne peut engager que sa seule responsabilité.

Dans les circonstances où la PHSP souhaiterait agir alors qu'il n'y a eu ni alerte officielle (Activation du plan de contingence national ou régional), ni sollicitation de la part des autorités, celle-ci peut demander auprès des autorités l'autorisation de mener des actions. Si l'initiative vient d'un membre au niveau régional, il doit se concerter avec le point focal régional qui, après avis favorable du comité de coordination demandera cette autorisation auprès de l'autorité locale.

Au niveau national, une fois qu'un cas d'activation de la PHSP se présente, c'est le comité de coordination, à travers un représentant de la Plateforme qui est en lien direct avec le BNGRC et qui informe les entreprises leaders des secteurs humanitaires concernés. Ces dernières peuvent aussi être informées par les leads de clusters nationaux traditionnels (Ministères, NU, Croix-Rouge...). Les leaders PHSP avisent les membres inscrits dans leur secteur humanitaire et les informent des besoins identifiés à l'issue des réunions de clusters. Elles ont également la responsabilité de rendre compte au comité de coordination des évolutions de la situation.

Au niveau local, c'est le point focal régional qui sert d'interface entre l'autorité locale et les entreprises locales. Il est en contact permanent avec le comité de coordination, à qui, il doit rendre compte mais duquel il reçoit aussi les instructions qui découlent au niveau de la coordination nationale (BNGRC).

Figure n°4 : Activation de la PHSP en cas de catastrophe



### III- MATRICE DE REACTION RAPIDE DE LA PHSP (standard)

La Matrice de réaction rapide de la PHSP a été réalisée de manière à pouvoir être utilisée pour toute catastrophe prévisible. Dans le cas contraire, les activités peuvent être réalisées suivant le code d’alerte (par exemple directement au code rouge) au moment où la catastrophe sévit et rejoignent donc toujours le processus décrit dans la matrice de réaction rapide pour des actions coordonnées.

Tableau n°4. Matrice de réaction rapide de la PHSP

Activités	Objectifs	Lead et intervenants	Outils	Code d’alerte indicatif
<b>1. Si la catastrophe est prévisible : entre 3 jours et la survenance de la catastrophe</b>				
<b>2. Convoquer une première réunion d’urgence restreinte, après la première réunion d’urgence au BNGRC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Partager les informations sur l’alerte reçue</li> <li>✚ Identifier les actions à mener : quoi, par qui, quand, quels moyens à mobiliser éventuellement, où?</li> <li>✚ Répartition des tâches, des responsabilités : identifier qui fait quoi au niveau régional (représentants au niveau régional, prévoir un backup)</li> </ul>	<b>Lead</b> : Président PHSP <b>Intervenants</b> : Entreprises leaders des secteurs humanitaires	<b>Carte des capacités</b>	
<b>3. Déploiement des staffs ou autres dans les zones menacées (seulement pour les membres concernés)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Réactivité immédiate dans les zones menacées ou affectées</li> </ul>	<b>Lead</b> : Chaque membre concerné	<b>Compte-rendu de répartition des tâches (cf. Activité 1)</b>	

Activités	Objectifs	Lead et intervenants	Outils	Code d'alerte indicatif
4. <b>Compte-rendu : réunion régulière au BNGRC (national), missions de déploiement</b>	✚ Tenir tous les membres bien informés de l'évolution de la situation	<b>Lead</b> : cellule communication <b>Intervenants</b> : réseau Communication	<b>web portal (e-mail, sms)</b>	
5. <b>Activation des actions au niveau de la région menacée</b>	✚ Synchroniser les actions à mener	<b>Lead</b> : Point focal au niveau de la région menacée (à identifier et à valider par la PHSP)	<b>Carte des capacités, web portal</b>	
<b>2. Pendant les premiers jours de la survenance de la catastrophe</b>				
3. <b>Collecte des premières informations sur les dégâts dans les zones affectées et là où les membres sont présents dans la mesure du possible</b>	Contribuer à la collecte d'informations réalisée au niveau national	<b>Lead</b> : Autorités locales <b>Intervenants</b> : cellule communication, membres, point focal régional	<b>Fiches standards de collecte</b> (nécessitant préalablement une formation à l'utilisation de ces outils)	
4. <b>Contribution à l'évaluation</b>	Contribuer à mesurer l'étendue des dégâts avec les autorités locales	<b>Lead</b> : autorités locales <b>Intervenants</b> : cellule communication, membres, point focal régional	<b>Fiches standards de collecte (besoin de formation)</b>	

Activités	Objectifs	Lead et intervenants	Outils	Code d'alerte indicatif
5. Réunion (au niveau régional) des membres de la plateforme après la réunion avec le BNGRC	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Partager les informations sur l'étendue des dégâts et l'état des besoins</li> <li>✚ Identifier les actions à mener : quoi, par qui, quand, où, moyens éventuellement à mobiliser</li> <li>✚ Définition d'un plan d'intervention</li> </ul>	<p><b>Lead</b> : points focaux régionaux</p> <p><b>Intervenants</b> : membre au niveau régional</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ PV de réunion avec le BNGRC</li> <li>✚ Autres supports d'informations</li> </ul>	
6. Déploiement	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Meilleure mobilisation des moyens et des ressources en considérant la santé et la sécurité du personnel déployé</li> <li>✚ Feedback des entreprises</li> </ul>	<p><b>Lead</b> : points focaux régionaux</p> <p><b>Intervenants</b> : membres</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Cartographie des capacités</li> <li>✚ Liste des besoins</li> </ul>	
<b>3. Pendant la période post-catastrophe</b>				
4. Compte rendu des interventions individuelles /entreprise	Capitaliser les moyens mis en place	<p><b>Lead</b> : cellule communication</p> <p><b>Intervenants</b> : membres</p>	Fiche d'enregistrement des dotations	
5. Communication sur les interventions	Communiquer les réalisations de la Plateforme	<p><b>Lead</b> : cellule communication</p> <p><b>Intervenants</b> : OCHA, BNGRC, entreprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Informations compilées des reporting des interventions</li> <li>✚ Communiqué de presse conjoint</li> </ul>	
6. Deuxième réunion du comité restreint	Effectuer un suivi : évaluer l'état d'avancement des interventions Gap analysis des dysfonctionnements et recommandations : contraintes, besoins supplémentaires identifiés	<p><b>Lead</b> : Président de la PHSP</p> <p><b>Intervenants</b> : comité de coordination (lead cluster et points focaux régionaux)</p>	Tous les documents retraçant l'historique des interventions réalisées	
7. Participation aux réunions régulières du BNGRC	Être proactifs par rapport aux décisions opérationnelles	<p><b>Lead et intervenants</b> : entreprises leaders des secteurs humanitaires ou leurs back up</p>	Tous les documents retraçant l'historique des interventions réalisées	

# QUATRIEME PARTIE

## ANNEXES

## Annexe 1. Périodes propices indicatives aux principales catastrophes à Madagascar

Ce tableau fournit à titre indicatif les périodes habituellement propices aux principales catastrophes à Madagascar, afin de renseigner sur les périodes les mieux indiquées pour la préparation. Il s'agit de réaliser pendant les périodes non propices aux catastrophes toutes les démarches de manière à ce que les éventuelles interventions puissent être réalisées dans les meilleurs délais en période d'urgence (ex : signature de protocole d'accord d'utilisation de véhicules avant la saison cyclonique...)

**Tableau n°5** : Périodes propices aux principales catastrophes à Madagascar

Type de risque	Janv	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Cyclone et inondation</b>												
<b>Epidémie</b>												
<b>Sècheresse</b>												
<b>Attaque acridienne</b>												

	Pic
	Saison traditionnelle (officielle)
	Période creuse

## Annexe 2. Différents scénarios dans le plan de contingence national

### A- SECHERESSE : INSECURITE ALIMENTAIRE et NUTRITIONNELLE

#### 1. Les scénarios retenus pour la sécheresse

Trois scénarios de crise peuvent se présenter dans le Grand Sud. Tel qu'expliquée dans la méthodologie, la définition de chaque scénario est basée sur les valeurs de quelques indicateurs mais il faut préciser que l'atteinte d'un scénario ne signifie pas que tous ces indicateurs ont ces valeurs/seuils. L'appréciation dépend aussi de l'évolution de la crise ainsi que de la disponibilité des données.

Tableau n°6 : Tableau des scénarios retenus pour la sécheresse

CRITÈRES		SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE (année de réf. : 2002-2003)		SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN (année de réf. : 2006-2007)		SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE (année de réf. : 2009-2010)	
Probabilité d'occurrence							
Indicateurs relatifs aux précédentes crises	Pluviométrie d'octobre à mars - comparée à la moyenne sur 30 ans	Baseline (moyenne sur 5 ans)	75 à 100 %		50 à 100 %		25 à 75 %
	Augmentation du prix moyen (de fév. à mars) du maïs grain	10 à 20 %	75 %		N/D (Non disponible)		> 100 %
	Maïs poudre	20 à 30 %	< 50 %		N/D		> 50 %
	Riz local	5 %	15 %		N/D		> 15 %
	Manioc sec	< 25 %	40 à 90 %		N/D		> 150 %
	Mouton	- 5 à - 15 %	- 10 à 25 %		N/D		- 30 à - 40 %
	Bovin	- 5 à - 15 %	- 15 %		N/D		- 20 à - 30 %
	Seau d'eau	20 %	40 %		N/D		> 500 %
	MAS	0,8 %	N/D (Non disponible)		0,9 %		1,3 à 1,7 %
	MAG	6,2 %	N/D		8,3 à 10,3 %		12,5 à 13,6 %

CRITÈRES	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE (année de réf. : 2002-2003)	SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN (année de réf. : 2006-2007)	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE (année de réf. : 2009-2010)	
Durée de l'urgence	En général 12 mois : généralement de mai de l'année <i>n</i> jusqu'en avril de l'année <i>n+1</i>			
Durée de la phase d'urgence aiguë pour certains secteurs	WASH : d'août de l'année <i>n</i> à décembre de l'année <i>n</i>		WASH : d'août de l'année <i>n</i> à décembre de l'année <i>n</i> ÉDUCATION : de janvier de l'année <i>n+1</i> à septembre de l'année <i>n+1</i>	
Étendue des dégâts	Nombre de communes	10 à 20	20 à 30	> 40
	Personnes touchées	< 200.000	200.000 à 350.000	> 350.000
	Femmes enceintes			
	Enfants de moins de 5 ans	< 10 % (< 20.000 enfants)	10 à 20 % (entre 40.000 et 105.000)	> 20 % (au moins 120.000 enfants)
Impacts sectoriels	WASH	<ul style="list-style-type: none"> <li>▢ Accès limité à l'eau (diminution de la quantité d'eau utilisée par personne)</li> <li>▢ Diminution de l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène (utilisation multiple de l'eau)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▢ Accès limité à l'eau (diminution de la quantité d'eau utilisée par personne : x litres/pers/j)</li> <li>▢ Diminution de l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène (utilisation multiple de l'eau)</li> <li>▢ Revenus réservés en grande partie à l'approvisionnement en eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▢ Accès quasiment inexistant à l'eau</li> <li>▢ Absence d'adoption de bonnes pratiques d'hygiène (utilisation multiple de l'eau)</li> <li>▢ Revenus réservés en grande partie à l'approvisionnement en eau</li> </ul>
	Éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▢ Pas d'impact significatif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▢ Reprise difficile de la scolarité</li> <li>▢ Échec scolaire</li> <li>▢ Malnutrition et précarité de l'état sanitaire des élèves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▢ Une vingtaine d'écoles sont non opérationnelles à cause de l'augmentation de la déperdition scolaire liée à l'insécurité alimentaire</li> <li>▢ Taux d'abandon scolaire supérieur à 40 %</li> </ul>



CRITÈRES	SCÉNARIO 1 : IMPACT FAIBLE (année de réf. : 2002-2003)		SCÉNARIO 2 : IMPACT MOYEN (année de réf. : 2006-2007)	SCÉNARIO 3 : IMPACT SÉVÈRE (année de réf. : 2009-2010)
Logistique		Blocage temporaire de certaines routes dû au déplacement des dunes		<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ 105.000 élèves sont privés de cours et sont psychologiquement affectés</li> </ul>
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ La population éprouve des difficultés à honorer les frais requis auprès des établissements sanitaires de base</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ L'impact de l'insécurité alimentaire commence à être ressenti au niveau de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Risques épidémiques accrus : diarrhées, paludisme au décours des pluies, grippe, ...</li> <li>▣ Surmortalité au sein de la population globale, notamment chez les enfants de moins de 5 ans.</li> </ul>
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Augmentation de la proportion des enfants à risque de malnutrition</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Malnutrition aiguë sévère et sensibilité aux maladies (IRA, paludisme et diarrhée)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Mortalité chez les enfants de moins de 5 ans à cause de la malnutrition</li> </ul>
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Re-semis pour rattraper la campagne agricole</li> <li>▣ Légère augmentation du prix des denrées</li> <li>▣ Faible diminution de la production et diminution des stocks au niveau des ménages</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Pénurie de semences</li> <li>▣ Vente des petits ruminants à faible prix</li> <li>▣ Rallongement de la période de soudure ; pas de stocks au niveau des ménages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▣ Décapitalisation intense</li> <li>▣ Exode des ménages</li> <li>▣ Pénurie d'aliments</li> </ul>

## 2. Indicateurs d'alerte en cas de sécheresse

Les sept indicateurs ci-après ont été identifiés comme des facteurs permettant de statuer sur la situation d'une urgence humanitaire dans le Grand sud et de la déclarer. Ces indicateurs sont tous quantitatifs et facile à collecter, soit à travers des sources déjà existantes sur le terrain, soit à travers une enquête rapide.

**Tableau n°7** : Tableau des indicateurs d'alerte en cas de sécheresse

Secteurs	Indicateurs d'alerte	Existence de collecte	Seuils de déclenchement du plan			Source	Période critique de collecte	Fréquence de collecte
			Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3			
Sécurité alimentaire	1. Pourcentage de précipitations comparées à la moyenne sur 30 ans (octobre à mars)	Oui	75 à 100%	50 à 100%	25 à 75%	Service local de la Météorologie	Octobre à mars	Journalière
	2. Taux moyen d'augmentation annuelle du prix du :						Février et mars	Hebdomadaire
	riz	Oui/Non	<15%	15%-25%	>25%	ODR ou autre système d'information à mettre en place	Février et mars	Hebdomadaire
	mais	Oui/Non	<25%	25% - 40%	>40%		Février et mars	Hebdomadaire
	manioc	Oui/Non	<30%	30% - 40%	>40%		Février et mars	Hebdomadaire
	3. Taux moyen de diminution annuelle du prix de la viande de chèvre (kg) et du mouton (kg)	Oui/Non	<20%	20% - 40%	>40%		Février et mars	Hebdomadaire
4. Durée moyenne de stock des aliments au niveau des ménages (patate douce, manioc et maïs)	Non				Investigation initiale (voir page xxx)		Mensuelle	
Wash	5. Taux moyen d'augmentation annuelle du prix du seau d'eau	Oui	>40%	>150%	>400%	Commune rurale AES (livraison d'eau)	Octobre à mars	Mensuelle
Nutrition	6. Nombre d'admissions dans les CRENAS/CRENI par rapport aux admissions de la même période des années antérieures	Oui				CRENAS	Janvier à décembre	Mensuelle
Santé	7. Ratio recette FANOME / nombre de consultation (RMA)	Oui	0,75 – 0,90	0,50-0,75	<0,50	Rapport de routine auprès des centres de santé	Janvier à décembre	Mensuelle

### 3. Processus d'évaluation en cas de sécheresse

Tableau n°8 : Processus d'évaluation en cas de situation d'urgence déclenchée par une sécheresse

NOM	OBJECTIF	PERIODE APRÈS LA DÉCLARATION DE L'URGENCE	DURÉE PROBABLE	CONJOINTE / NON CONJOINTE	OUTILS UTILISÉS
INVESTIGATION INITIALE	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Confirmer l'alerte lancée par le système d'alerte ou le système d'information sur place</li> <li>2. Sur la base des sept indicateurs d'alerte (p.7) et des niveaux des seuils identifiés, déterminer le scénario correspondant à la situation</li> <li>3. Permettre de décider si une évaluation rapide multisectorielle et/ou une enquête nutritionnelle est nécessaire</li> </ol>	Avant la déclaration de l'urgence	< 1 semaine	CONJOINTE : entre techniciens sur le terrain et appuyés par les techniciens nationaux	Fiche d'évaluation initiale (à développer)
ÉVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Quantifier les dégâts (bilan chiffré mais provisoire) et <b>les besoins urgents pour sauver des vies</b></li> <li>2. Orienter les évaluations devant être menées par les différents secteurs</li> <li>3. Identifier les besoins d'urgence pour permettre de produire un Flash Appeal et/ou, en cas de besoin, un CERF</li> </ol>	<p>A conduire si la situation est jugée grave et nécessite une mobilisation globale de ressources</p> <p>Applicable aux scénarios 2 et 3</p>	A définir au moment de l'élaboration de la fiche d'évaluation	CONJOINTE : entre techniciens sur le terrain et appuyés par les techniciens nationaux	Fiche conjointe d'évaluation rapide multisectorielle (à développer)
ENQUÊTE NUTRITIONNELLE S.M.A.R.T.	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Evaluer la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5ans</li> <li>2. Confirmer le niveau de scénario</li> </ol>	Peut être menée conjointement ou pas avec l'évaluation rapide multisectorielle	Dépend de l'étendue de la zone concernée	Intersectorielle (Nutrition et santé)	
ÉVALUATION DE LA QUALITÉ ET DE L'IMPACT DE LA RÉPONSE	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Évaluer l'efficacité et la qualité des réponses</li> <li>2. Permettre de déclarer la fin de l'urgence</li> </ol>	Dépend de l'exercice (ne nécessite pas forcément d'attendre la fin de la réponse)		Multidimensionnelle	Selon le centre d'intérêt de l'évaluation

## B- CYCLONES et INONDATIONS

### 1. Les différents scénarios pour les cyclones et inondations

Les détails sur le scénario le plus probable, dénommé ici scénario 1, sont fournis dans le tableau ci-après.

**Tableau n°9.** Tableau du scénario le plus probable de cyclone et d'inondation

Hypothèses de planification	Scénario 1 (scénario le plus probable) : PASSAGE D'AU MOINS UN CYCLONE TRES PUISSANT ET QUI TRAVERSE LE PAYS
<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Augmentation de la mortalité à court terme et de la morbidité dans les jours et semaines suivant la crise</li> <li><input type="checkbox"/> Augmentation des populations vulnérables (blessés, Enfants Non Accompagnés, (ENA), ménages déstructurés, malades, handicapés, etc.)</li> <li><input type="checkbox"/> Accès restreint aux services de base (eau potable, nourriture, abris, écoles, centres de santé)</li> <li><input type="checkbox"/> Augmentation du risque épidémique: choléra, rougeole, maladies diarrhéiques, méningite, etc.</li> <li><input type="checkbox"/> Dégradation des infrastructures et des moyens économiques de la population locale : route, piste, ponts, électricité, ports, infrastructures hydro- agricoles, etc.)</li> <li><input type="checkbox"/> Inondation et ensablement des terrains agricoles</li> <li><input type="checkbox"/> Inondation des grandes agglomérations (plaine d'Antananarivo) et des agglomérations du versant ouest du Lac Alaotra, entraînant plusieurs milliers de sans-abri.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> <b>720 000</b> personnes affectées directement ou indirectement</li> <li><input type="checkbox"/> Assistance multisectorielle immédiate pour <b>92 000</b> personnes pendant 1 MOIS.</li> <li><b>Education :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 2 340 salles de classe endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 117 000 élèves privés d'éducation, certains à risque de déscolarisation permanente, d'exploitation ou d'abandon</li> <li><input type="checkbox"/> 435 000 élèves dans les classes primaires à risque d'abandon scolaire à cause de l'insécurité alimentaire sévère</li> </ul> </li> <li><b>Habitat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 270 000 personnes déplacées de tous types (sites communs et voisins)</li> <li><input type="checkbox"/> 114 000 cases endommagées</li> </ul> </li> <li><b>Logistique :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 100 ponts (toutes catégories) endommagés et temporairement non fonctionnels</li> <li><input type="checkbox"/> 30 communes isolées (450.000 personnes)</li> <li><input type="checkbox"/> 5% des routes nationales et 30% des routes secondaires impraticables</li> <li><input type="checkbox"/> Réseau ferroviaire interrompu</li> <li><input type="checkbox"/> Quelques aéroports impraticables pendant trois jours à une semaine dans les zones affectées et vulnérables</li> </ul> </li> <li><b>Protection :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Vulnérabilité accrue des groupes vulnérables et augmentation de leurs besoins en assistance immédiate (personnes âgées, femmes enceintes et jeunes enfants, personnes à mobilité réduite, personnes souffrant de maladies chroniques, enfants isolés et non accompagnés, etc.)</li> <li><input type="checkbox"/> Dispersion des familles avec risque potentiel d'enfants séparés de leurs parents</li> <li><input type="checkbox"/> Risque de violences sexuelles et d'accroissement des situations d'exploitation, particulièrement des enfants de familles démunies, des femmes et des jeunes filles</li> </ul> </li> <li><b>Santé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 80 infrastructures sanitaires endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> Services de santé interrompus dans les zones les plus affectées</li> <li><input type="checkbox"/> Incapacité d'assurer les soins aux blessés et maladies chroniques pendant plus de deux semaines</li> </ul> </li> <li><b>Sécurité alimentaire :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 30 à 40% des pertes en agriculture</li> <li><input type="checkbox"/> 15 à 20% des infrastructures hydroagricoles endommagés</li> <li><input type="checkbox"/> Potentiellement 2 918 000 personnes en insécurité alimentaire sévère</li> </ul> </li> <li><b>Nutrition</b> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 525 240 enfants de moins de 5 ans à risque de malnutrition aiguë sévère</li> </ul> </li> <li><b>Eau, hygiène et assainissement</b> <p>270 000 personnes soit 54 000 familles ayant besoin d'une distribution de Kits WASH dont 189 000 en milieu rural et 81 000 en milieu urbain)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 125 000 personnes soit 25 000 familles ayant besoin d'assistance immédiate pour les 15 premiers jours</li> <li><input type="checkbox"/> 1 000 points d'eau (forage, puits, borne fontaine) détruits ou inondés</li> <li><input type="checkbox"/> 1000 latrines communautaires et publiques endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 100 infrastructures WASH scolaires endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 50 infrastructures WASH au niveau des CSBs endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> Canaux de drainage bouchés</li> <li><input type="checkbox"/> Déchets solides éparpillés</li> </ul> </li> </ul>

Un second scénario demeure toujours possible, dénommé ici scénario 2. Il s'agit d'un scénario souvent classique à Madagascar où les impacts des inondations sont beaucoup plus importants.

**Tableau n°10.** Tableau du scénario 2 de cyclone et d'inondation

Hypothèses de planification	Scénario 2 (scénario possible) : INONDATION SUITE AU PASSAGE D'UNE TEMPETE OU D'UN CYCLONE DE FAIBLE INTENSITE OU D'UNE ZONE DE CONVERGENCE INTER-TROPICALE
<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Augmentation de la mortalité à court terme et de la morbidité dans les jours et semaines suivant la crise</li> <li><input type="checkbox"/> Augmentation des populations vulnérables (blessés, Enfants Non Accompagnés (ENA), ménages déstructurés, malades, handicapés, etc.)</li> <li><input type="checkbox"/> Accès restreints aux services de base (eau potable, nourriture, abris, écoles, centres de santé)</li> <li><input type="checkbox"/> Augmentation du risque épidémique : choléra, rougeole, maladies diarrhéiques, méningite, etc.</li> <li><input type="checkbox"/> Dégradation des infrastructures et des moyens économiques de la population locale : route, piste, ponts, électricité, ports, infrastructures hydro- agricoles, etc.)</li> <li><input type="checkbox"/> Inondation et ensablement des terrains agricoles</li> <li><input type="checkbox"/> Inondation des grandes agglomérations (plaine d'Antananarivo) et des agglomérations du versant ouest du Lac Alaotra, entraînant plusieurs milliers de sans-abri.</li> </ul>	<p><b>270.000</b> personnes affectées directement ou indirectement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Assistance multisectorielle immédiate pour <b>47 000</b> personnes pendant 1 MOIS.</li> </ul> <p><b>Education :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 420 salles de classe endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 21.000 élèves privés d'éducation, certains à risque de déscolarisation permanente, d'exploitation ou d'abandon</li> <li><input type="checkbox"/> 435.000 élèves dans les classes primaires à risque d'abandon scolaire à cause de l'insécurité alimentaire sévère</li> </ul> <p><b>Habitat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 80.000 personnes déplacées de tous types (sites communs et voisins)</li> <li><input type="checkbox"/> 40.000 cases endommagées</li> </ul> <p><b>Logistique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 50 ponts (toutes catégories) endommagés et temporairement non fonctionnels</li> <li><input type="checkbox"/> 15 communes isolées (225.000 personnes)</li> <li><input type="checkbox"/> Réseau ferroviaire interrompu</li> <li><input type="checkbox"/> Quelques aéroports impraticables pendant trois jours à une semaine dans les zones affectées et vulnérables</li> </ul> <p><b>Protection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Vulnérabilité accrue des groupes vulnérables et augmentation de leurs besoins en assistance immédiate (personnes âgées, femmes enceintes et jeunes enfants, personnes à mobilité réduite, personnes souffrant de maladies chroniques, enfants isolés et non accompagnés)</li> <li><input type="checkbox"/> Dispersion des familles avec risque de séparation des enfants de leurs parents</li> <li><input type="checkbox"/> Risque de discrimination dans l'apport d'assistance humanitaire</li> <li><input type="checkbox"/> Risque de violences sexuelles et d'accroissement des situations d'exploitation, particulièrement des enfants de familles démunies, des femmes et des jeunes filles</li> </ul> <p><b>Santé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 40 infrastructures sanitaires endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> Services de soin interrompus dans les zones les plus affectées</li> <li><input type="checkbox"/> Incapacité d'assurer les soins aux blessés et aux personnes atteintes de maladies chroniques pendant plus de deux semaines</li> </ul> <p><b>Sécurité alimentaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 30 à 40% des pertes en agriculture</li> <li><input type="checkbox"/> 15 à 20% infrastructures hydroagricoles endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 2 918 000 personnes en insécurité alimentaire sévère</li> </ul> <p><b>Nutrition</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 525 240 enfants de moins de 5 ans à risque de malnutrition aiguë sévère</li> </ul> <p><b>Eau, hygiène et assainissement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 80 000 personnes, soit 16 000 familles ayant besoin d'assistance immédiate pour les 15 premiers jours et d'une distribution de Kits WASH dont 56 000 en milieu rural et 24 000 en milieu urbain)</li> <li><input type="checkbox"/> 1 000 points d'eau (forage, puits, borne fontaine) détruits ou inondés</li> <li><input type="checkbox"/> 600 latrines communautaires et publiques endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 140 infrastructures WASH scolaires endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> 25 infrastructures WASH au niveau des CSBs endommagées</li> <li><input type="checkbox"/> Canaux de drainage bouchés</li> <li><input type="checkbox"/> Déchets solides éparpillés</li> </ul>

## 2. Indicateurs et seuil de déclenchement des interventions en cas de cyclone et d'inondations

En cas de cyclone ou d'inondation, le « **nombre de personnes déplacées temporairement dans les sites d'hébergement** » a été choisi comme indicateur d'intervention à différents niveaux selon les seuils dans le tableau ci-après. Cet indicateur est non seulement quantitatif mais également, le plus facile à collecter dans les premières 24 heures après le début d'une urgence. De plus, c'est un indicateur qui montre en même temps l'amplitude d'une crise car d'une manière générale, le déplacement dans les sites d'hébergement est une solution de dernier recours et ne représenterait que 30% du nombre total des personnes en déplacement.

Tableau n°11. Tableau des indicateurs et des seuils en cas de cyclones et d'inondations

Seuil	Niveau d'intervention	Type de mobilisation de ressources
< 1 000 personnes déplacées dans les sites d'hébergement	Intervention purement locale réalisée par les Comités Locaux de GRC	
1 000 à 10 000 personnes déplacées dans les sites d'hébergement	Intervention du <b>Gouvernement</b> avec les ressources propres de l'administration malgache	Ressources Locales (CLGRC, ONGs locales, etc.)
	Intervention réalisées par les Comités Locaux de GRC, appuyés par le BNGRC	Ressources propres du Gouvernement-BNGRC (achats locaux, etc.)
10 000 25.000 personnes déplacées dans les sites d'hébergement	Appel à la solidarité <b>nationale</b> pour l'intervention	Ressources propres de l'Equipe Humanitaire du Pays (fonds propres, pré-positionnements), et du secteur privé Autres ressources : téléthon, etc.
>25.000 personnes déplacées dans les sites d'hébergement	Intervention à travers l'appel à l' <b>aide internationale</b>	Activation du MIRA Activation des fonds humanitaires gérés par OCHA (Emergency Cash Grant, CERF)

## C- EPIDEMIES MAJEURES ET PANDEMIES

### 1. Scénarios épidémiques et pandémiques retenus

Une pandémie ou une épidémie majeure d'une maladie est caractérisée par une forte augmentation dans l'espace et dans le temps du nombre de cas et de leur gravité. Elle provient généralement de la circulation d'un agent infectieux émergent ou ré-émergent, contre lequel l'immunité de la population est faible voire inexistante.

La cinétique et l'impact de l'épidémie devraient être modélisés sur la base des pandémies historiques ou des épidémies antérieures, afin d'estimer approximativement le nombre attendu de cas simples, de cas compliqués nécessitant une hospitalisation et, de décès. Ces projections varient selon la nature de la maladie épidémique en cause et, entre autres, de son taux d'attaque. Ainsi, pour Madagascar, en l'absence d'intervention sanitaire, il est estimé que le bilan d'une pandémie de maladie ayant un taux d'attaque de 10 à 30% et un taux de létalité hospitalière de 10% pourrait s'évaluer entre 2 à 6 millions de malades et entre 20 000 à 60 000 décès en fin d'épidémie. Environ 200 000 à 600 000 personnes pourraient développer des complications nécessitant leur hospitalisation. L'extension de l'épidémie se fait classiquement par vagues successives entrecoupées d'accalmies plus ou moins longues.

Le plan national de préparation et de réponse doit tenir compte des scénarios possibles dans une période de 24 mois, en se basant sur celui qui est le plus probable tout en intégrant les activités permettant de créer les capacités et les moyens de répondre aux autres scénarios.

Cinq grands groupes de menaces épidémiques majeures peuvent intéresser Madagascar :

- ✚ le paludisme ;
- ✚ les diarrhées épidémiques dont le prototype est le choléra ;
- ✚ les infections respiratoires sévères représentées par la grippe pandémique et le MERS-CoV ;
- ✚ les fièvres hémorragiques virales et les arboviroses, notamment la dengue, le chikungunya ou la Fièvre de la Vallée du Rift (FVR) ;
- ✚ la peste bubonique et pulmonaire

Tableau n°12. Tableau des scénarios épidémiques et pandémiques

Description	Indicateurs	Conséquences humanitaires et socio-économique	Lacunes et contraintes	Hypothèse de planification	Acteurs principaux et secours immédiats
Existence de plusieurs foyers épidémiques au niveau de plusieurs pays, mais encore aucun cas à Madagascar.	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Nombre de pays touchés, en particulier ceux ayant des occasions de communication avec Madagascar</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Inquiétude de la population</li> <li>○ Fausses informations</li> <li>○ Informations trop disparates</li> <li>○ Pas d'impacts sur les autres secteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Retard des informations officielles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Zéro cas humain et animal</li> <li>○ 80 % de la population victimes d'informations fausses ou incomplètes et disparates</li> <li>○ 2000 personnes à risque débarquent à Madagascar hebdomadairement</li> </ul>	<p>SIEC, MSANP :</p> <p><b>Communication verbale</b></p>
Existence de virus (potentiellement pandémique) chez les animaux à l'intérieur du pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Epizootie déclarée et/ou confirmée par les laboratoires (vétérinaires, IPM)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Risque de transmission « animal - homme »</li> <li>○ Fausses informations</li> <li>○ Informations trop disparates</li> <li>○ Impact négatif sur le secteur touristique et économique (produits alimentaires d'origine animale)</li> <li>○ Début de panique modérée de la population</li> <li>○ Rétention d'information (non - déclaration de la morbidité et mortalité des animaux domestiques) par la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Retard des informations officielles</li> <li>○ Insuffisance de mesures de l'ampleur et de la sévérité de l'épizootie (morbidité et mortalité animales)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plusieurs cas animaux</li> <li>○ Zéro cas humain.</li> </ul>	<p>MINELPA :</p> <p><b>Communication verbale</b></p> <p>IPM et Laboratoire vétérinaire :</p> <p><b>Résultats du laboratoire</b></p> <p>MSANP :</p> <p><b>Communication verbale, Sensibilisation de masse</b></p>
Cas groupés (clusters) de cas humains limités et isolés à Madagascar d'une maladie transmissible à potentiel pandémique ou hautement épidémique	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Taux de létalité théorique : 2% ;</li> <li>○ Taux d'attaque : 10%</li> <li>○ Taux d'hospitalisation : 10% ;</li> <li>○ Nombre de clusters épidémiques : 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Début de panique de la population</li> <li>○ Fausses informations</li> <li>○ Informations trop disparates</li> <li>○ Circulation limitée des personnes et des biens</li> <li>○ Début de l'absentéisme (école, lieu de travail, etc.)</li> <li>○ Exclusion sociale des malades suspects</li> <li>○ Exode de la population</li> <li>○ Augmentation très importante des fréquentations et utilisation des formations sanitaires</li> <li>○ Risque de spéculation de médicaments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Retard des informations officielles</li> <li>○ Enclavement du foyer épidémique</li> <li>○ Insuffisance de ressources humaines, matérielles et infrastructurelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 3 foyers épidémiques touchés avec 10 % de la population malades</li> <li>○ 10% des malades sont des cas graves</li> <li>○ Taux de létalité 2%.</li> <li>○ Mortalité 5% au niveau des foyers (soit 4500 malades dont 450 cas graves avec 90 décès)</li> <li>○ En moyenne 22 500 contacts</li> </ul>	<p>MSANP :</p> <p><b>Communication verbale</b></p> <p><b>Sensibilisations</b></p> <p>CPLPEM :</p> <p><b>Déclenchement des plans ORSEC (Organisation de secours)</b></p>



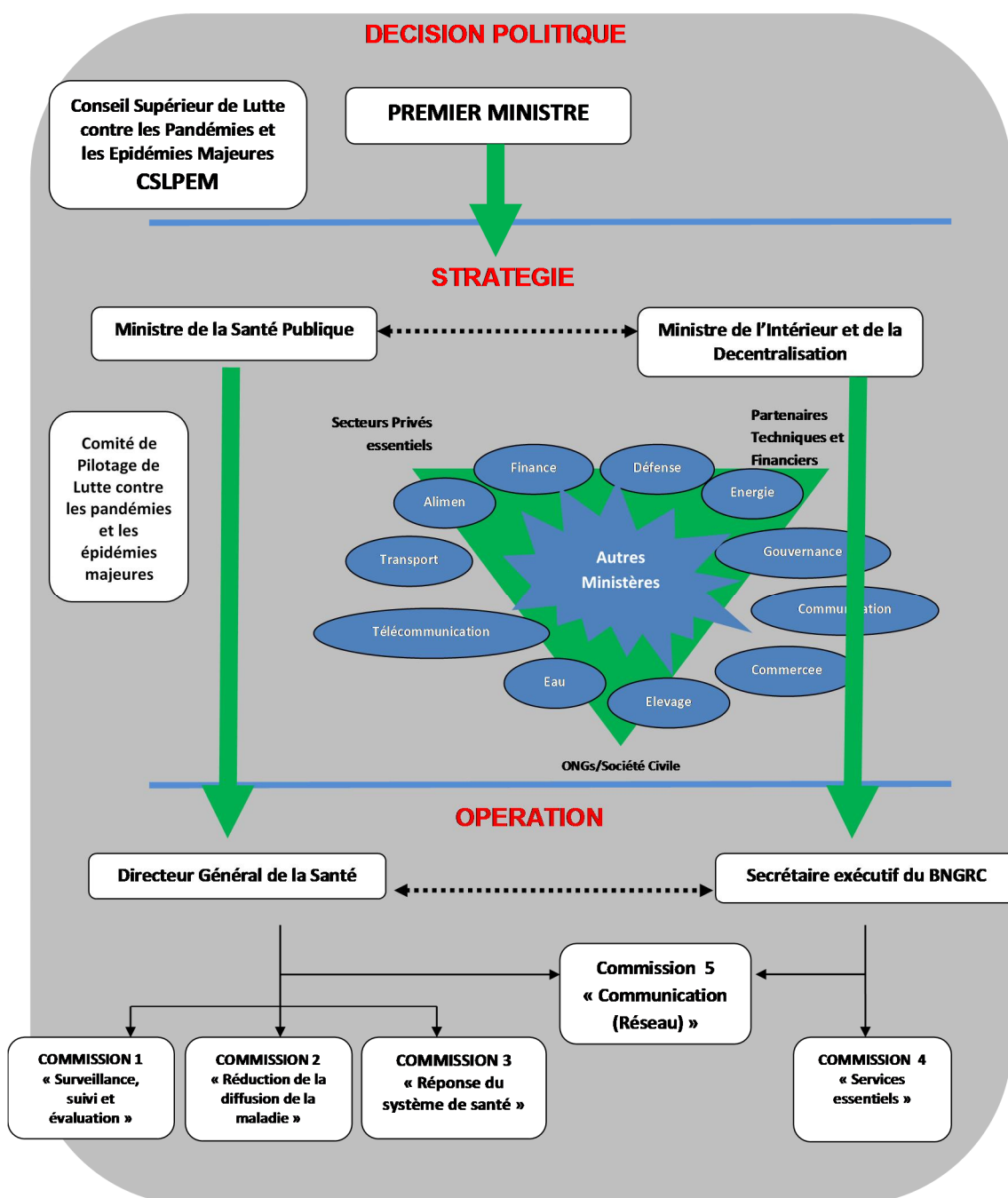
Scénario	Description	Indicateurs	Conséquences humanitaires et socio-économique	Lacunes et contraintes	Hypothèse de planification	Acteurs principaux et secours immédiats
<b>3. Pire scénario « Epidémie extensive »</b>	<p>Larges foyers de cas humains difficilement contrôlables à Madagascar (circulation d'un agent infectieux à haute transmissibilité interhumaine).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ 10% des malades sont des cas graves.</li> <li>○ Taux de létalité de 2 à 4%.</li> <li>○ Mortalité 4‰ au niveau national</li> <li>○ Début de dysfonctionnement : (indicateur spécifique à chaque service essentiel)</li> <li>○ Absentéisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Panique générale de la population</li> <li>○ Désinformations et rumeurs non maîtrisées</li> <li>○ Circulation limitée des personnes et des biens</li> <li>○ Absentéisme généralisé (école, lieu de travail, ...)</li> <li>○ Exclusion/isolement sociale des malades suspects</li> <li>○ Débordement des formations sanitaires</li> <li>○ Spéculation des médicaments.</li> <li>○ Pénurie des produits de premières nécessités</li> <li>○ Dysfonctionnement des activités essentielles</li> <li>○ Fermeture des entreprises, chômage partiel et/ou total.</li> <li>○ Troubles de l'ordre public et exode/migration de la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Retard des informations officielles</li> <li>○ Enclavement du foyer épidémique</li> <li>○ Insuffisance de ressources humaines, matérielles et infrastructures</li> <li>○ Désorganisation socio-économique totale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Au moins 5/22 régions ou 10% de la population affectées en trois mois.</li> <li>○ 10% des malades sont des cas graves.</li> <li>○ Taux de létalité de 2 à 4 %.</li> <li>○ Mortalité 4‰</li> <li>○ Soit 2 000 000 de malades dont</li> <li>○ 200 000 cas graves et 4 000 à 8 000 décès</li> </ul>	<p>CSLPEM : <b>Communication verbale</b></p> <p>MININTER</p> <p>MSANP</p> <p>CPLPEM</p> <p>Services essentiels</p> <p>ONG/Société civile</p> <p>Communauté toute entière</p> <p>Famille</p> <p><b>Mise en œuvre du plan d'action national</b></p>

## 2. Mécanisme de coordination supplémentaire pour la réponse en cas d'épidémie

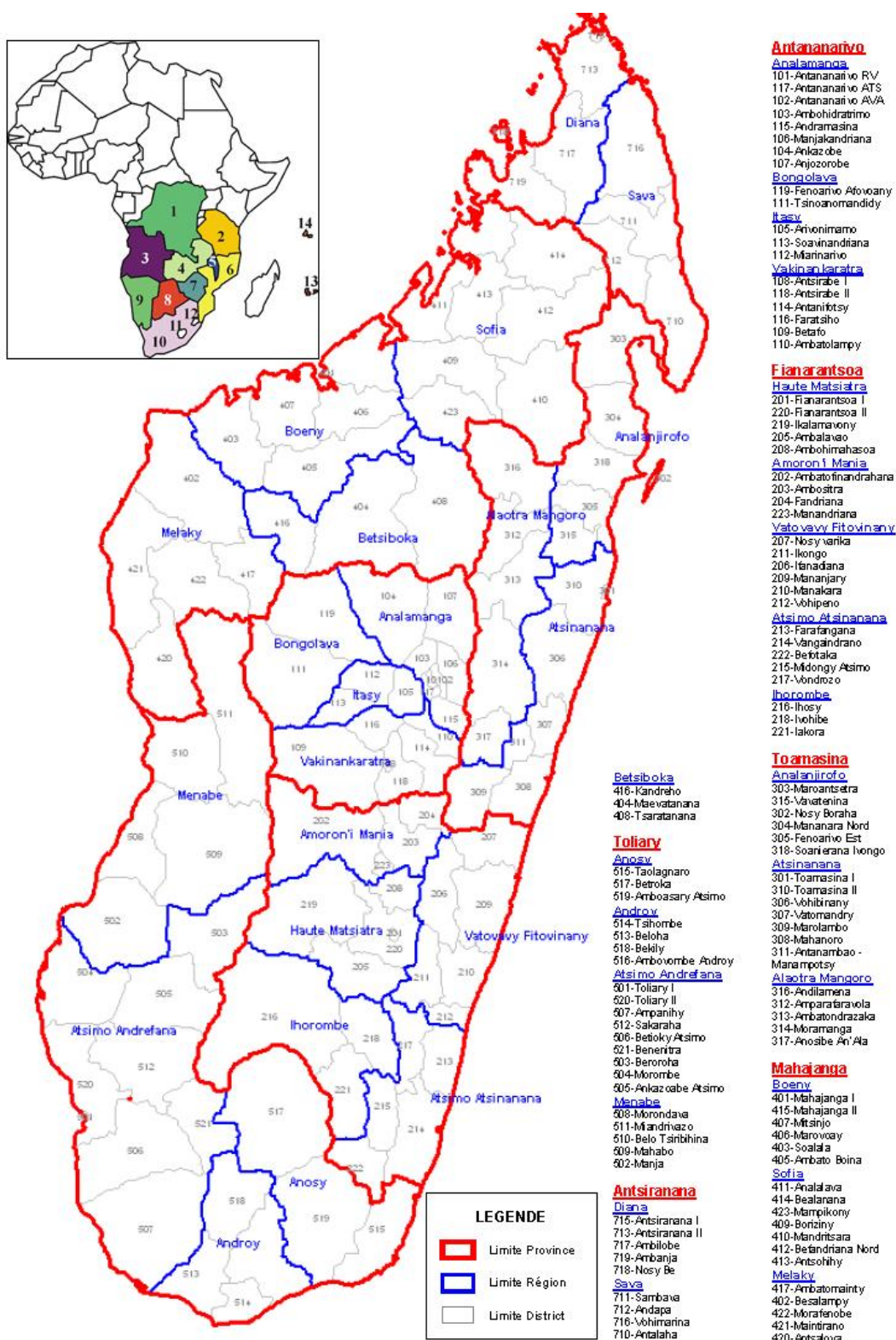
Le mécanisme et la structure de coordination globale, mentionnés dans la page 7, restent valides pour la coordination en cas de réponse à une épidémie. Cependant, le groupe sectoriel Santé dispose d'une structure de coordination interne pour répondre à la stratégie de réponse du secteur. Par ailleurs, une crise d'épidémie ou de pandémie pourrait entraîner une paralysie de l'économie et des troubles sociaux à cause de l'interruption ou du dysfonctionnement de certains services dits : Services essentiels. Dans ce cadre, cette structure de coordination supplémentaire prévoit le maintien de ces Services essentiels sous la coordination du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation en support à la réponse purement sanitaire.

En plus, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation est en charge de la coordination des Services essentiels, dont le mandat consiste à maintenir le fonctionnement.

Figure n°5. Structure de coordination supplémentaire en cas de réponse à une épidémie



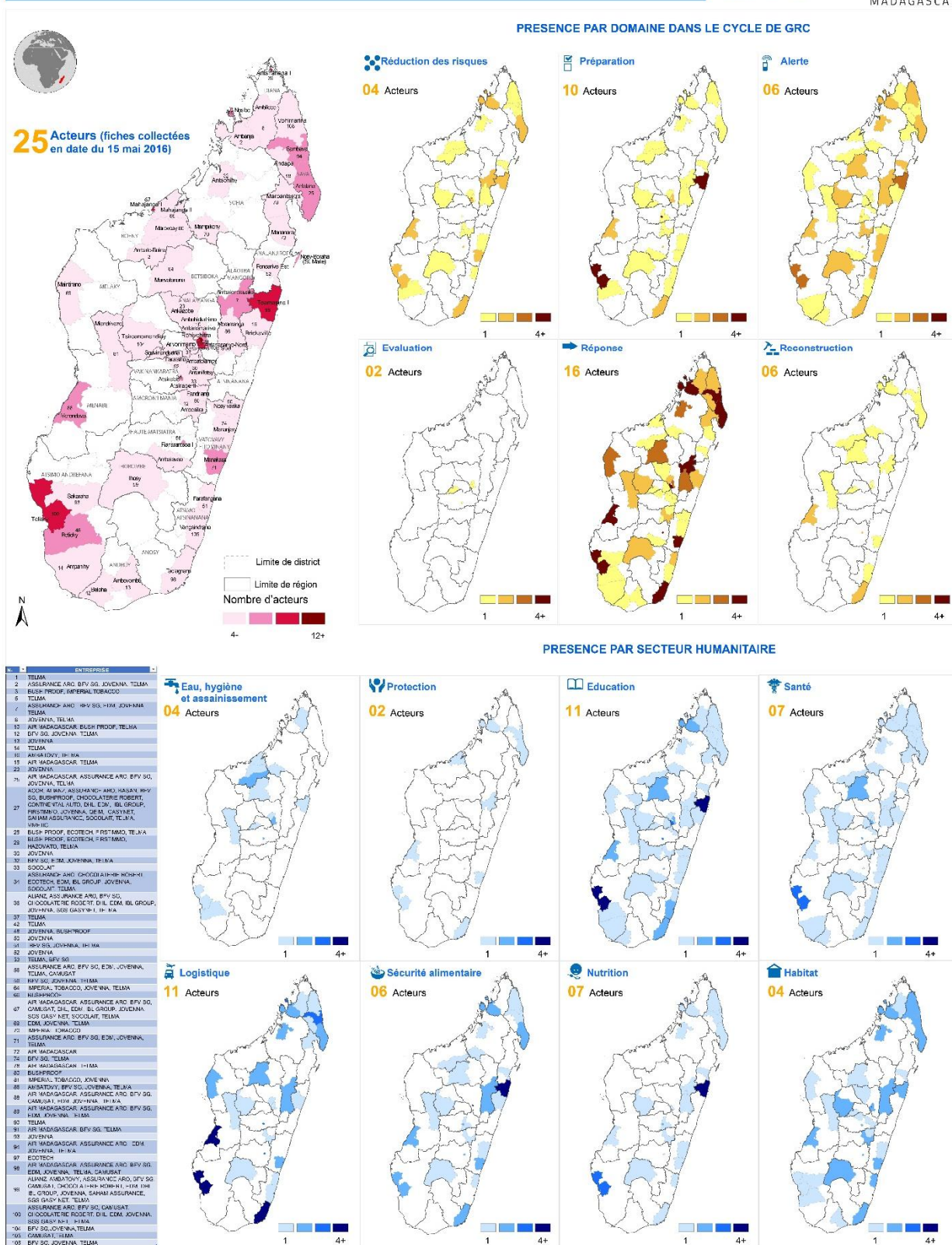
## Annexe 3. Carte administrative de Madagascar



## Annexe 4. Cartographie des capacités de la PHSP

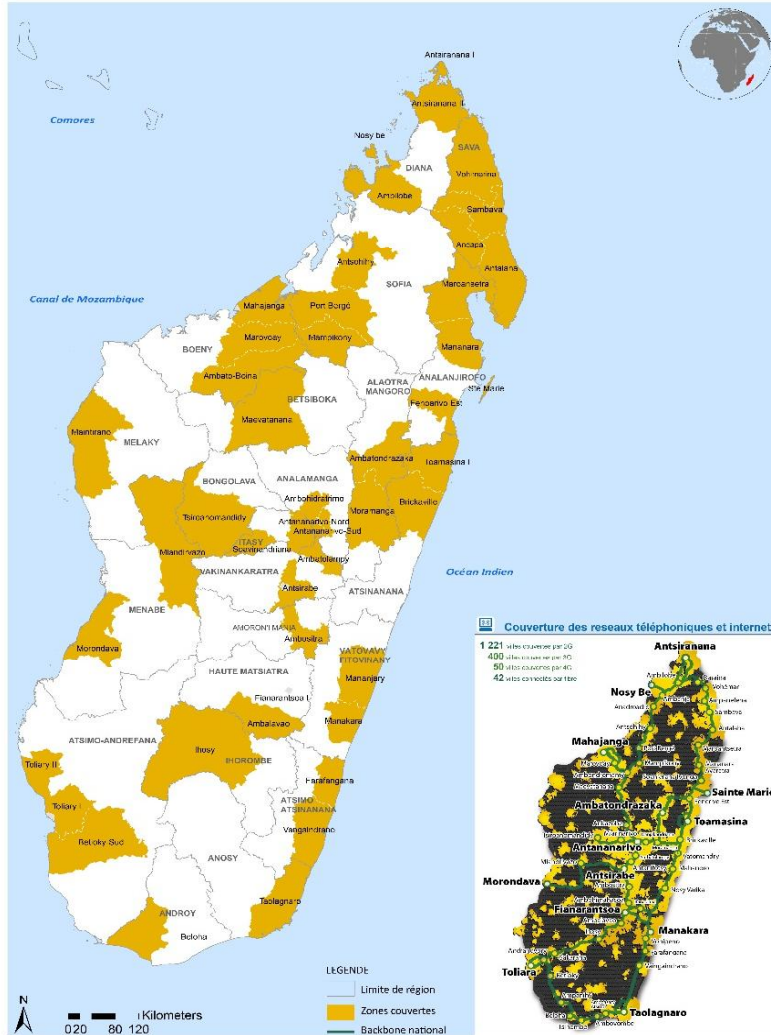
### MADAGASCAR: PLATEFORME HUMANTAIRE DU SECTEUR PRIVE

(Qui fait quoi ou - Situation du 15 mai 2016)



# MADAGASCAR: PLATEFORME HUMANITAIRE DU SECTEUR PRIVE

## Capacités existantes pour les interventions humanitaires (Mai 2016)



**LEGENDE**

<b>Eau, hygiène et assainissement</b>	<b>Logistique</b>	<b>Sécurité alimentaire</b>
• Traitement et désinfection d'eau, réhabilitation de puits, promotion de l'hygiène	• Carburant	• Semences
<b>Habitat (Abri d'urgence)</b>	• Magasin de stockage	• Vivres
• Matériaux de construction	• Pirogue	<b>Télécommunication</b>
• Site d'hébergement	• Transport aérien	• Communication, transmission d'informations (sms, internet, BLU, etc.)
• Tentés familiales	• Véhicules (camions, engins, etc.)	<b>Autres</b>
<b>NFI</b>	<b>Nutrition</b>	• Ressources financières
• Non-vivres	• Aliments thérapeutiques et de supplémentation nutritionnelle	• Ressources humaines
• Produits de première nécessité		

REGION	DISTRICT	Eau, Hygiène et assainissement	Habitat (Abri d'urgence)	Logistique	Nutrition	Sécurité alimentaire	Télécommunication	Autres
Alootra Mangoro	Ambalondrazaka	X	X	X	X	X	X	X
Alootra Mangoro	Moramanga	X	X	X	X	X	X	X
Ambovombe	Boloha						X	X
Amoron I Mania	Ambositra		X	X	X	X	X	X
Analamanga	Ambodirafimo	X	X	X	X	X	X	X
Analamanga	Antananarivo Renivohitra	X	X	X	X	X	X	X
Analamanga	Antananarivo-Nord	X	X	X	X	X	X	X
Analamanga	Antananarivo-Sud	X	X	X	X	X	X	X
Analanjiroro	Fenoarivo Atsinanana		X	X	X	X	X	X
Analanjiroro	Manakara		X	X	X	X	X	X
Analanjiroro	Manakara-est		X	X	X	X	X	X
Analanjiroro	Nosy-Boraha (St. Marie)		X	X	X	X	X	X
Anosy	Toalagnaro		X	X	X	X	X	X
Anosy	Anpanihy		X	X	X	X	X	X
Atsimo Andrefana	Betioky-Sud	X	X	X	X	X	X	X
Atsimo Andrefana	Toliary	X	X	X	X	X	X	X
Atsimo Atsinanana	Farafangana		X	X	X	X	X	X
Atsimo Atsinanana	Vangaindrano		X	X	X	X	X	X
Atsinanana	Brickaville		X	X	X	X	X	X
Atsinanana	Toamasina I	X	X	X	X	X	X	X
Betsiboka	Maevatanana		X	X	X	X	X	X
Boeny	Ambato-Boina	X	X	X	X	X	X	X
Boeny	Mahajanga I	X	X	X	X	X	X	X
Boeny	Mahajanga II	X	X	X	X	X	X	X
Boeny	Maroasy	X	X	X	X	X	X	X
Bongolava	Taicaramandiky		X	X	X	X	X	X
Diana	Ambanja		X	X	X	X	X	X
Diana	Ambilobe		X	X	X	X	X	X
Diana	Antsinanana I	X	X	X	X	X	X	X
Diana	Nosibe		X	X	X	X	X	X
Haute Matsiatra	Ambalavao		X	X	X	X	X	X
Haute Matsiatra	Finarantsoa I	X	X	X	X	X	X	X
Ihorombe	Ihosy		X	X	X	X	X	X
Itasy	Arivonimamo		X	X	X	X	X	X
Itasy	Soaivandriana		X	X	X	X	X	X
Melaky	Mainirano		X	X	X	X	X	X
Menabe	Miandrivazo	X	X	X	X	X	X	X
Menabe	Morondava	X	X	X	X	X	X	X
Sava	Andapa		X	X	X	X	X	X
Sava	Antsiha		X	X	X	X	X	X
Sava	Sambava		X	X	X	X	X	X
Sava	Vohimanina		X	X	X	X	X	X
Sofia	Antsahy		X	X	X	X	X	X
Sofia	Mampikony	X	X	X	X	X	X	X
Vakinankaratra	Ambatolampy		X	X	X	X	X	X
Vakinankaratra	Antsirabe I	X	X	X	X	X	X	X
Vakinankaratra	Antsirabe II	X	X	X	X	X	X	X
Vatovavy Fitovinany	Manakara-Sud		X	X	X	X	X	X
Vatovavy Fitovinany	Mananjary	X	X	X	X	X	X	X
Vatovavy Fitovinany	Nosy Varika		X	X	X	X	X	X

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.  
 Date de création: Mai 2016  
 Feedback: ochaavmu@un.org, www.unocha.org, www.reliefweb.int

## Annexe 5. Signification des codes couleurs

Niveaux d'alertes	Significations	Actions à entreprendre
Alerte verte	<p><b>(5 à 2 jours avant la catastrophe)</b> Il existe un cyclone dans les parages, mais la menace pour la localité est encore vague et imprécise <b>Soyez attentifs</b> La station météorologique est en état d'alerte et les autorités locales sont informées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hisser le drapeau CYCLONE</li> <li>- Ecouter régulièrement et attentivement les informations concernant la météo à la radio et à la télévision.</li> <li>- Renforcer portes et fenêtres.</li> <li>- Avoir un stock suffisant de bougies et de piles électriques.</li> <li>- Garder les médicaments et les papiers dans un endroit sec.</li> </ul>
Alerte jaune	<p><b>(48h à 24h avant l'impact)</b> Le cyclone menace la localité mais le danger n'est pas immédiat. <b>(dans les prochaines heures)</b> <b>Soyez très vigilant</b> - Les autorités locales prennent toutes les dispositions qu'elles jugent utiles. - Mettez-vous à l'abri, tenez-vous informés. - L'Avis de menace peut être très court ou même ne pas exister.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ecouter en permanence les informations radiophoniques et télévisées.</li> <li>- Abandonner les maisons situées au bord de l'eau.</li> <li>- Rejoindre un endroit sûr, si l'habitation ne l'est pas.</li> <li>- Faire une provision suffisante pour quelques jours.</li> <li>- Cesser toutes activités maritimes.</li> <li>- Stocker de l'eau potable.</li> <li>- Mettre dans un endroit sûr le bétail</li> <li>- Ramener les pirogues vers la terre ferme et bien les amarrer</li> </ul>
Alerte rouge	<p><b>12h avant l'impact</b> Le cyclone menace à brève échéance la localité et ses effets constituent un danger pour la population. <b>Phénomène prévu dans l'immédiat ou en cours.</b> Restez à l'abri de votre habitation, ne circulez pas, tenez-vous informés. <b>Une vigilance absolue s'impose :</b> Tenez-vous régulièrement au courant de l'évolution météorologique et conformez-vous scrupuleusement aux conseils ou consignes émis par les Autorités Locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cesser toute activité</li> <li>- Se tenir toujours au courant des dernières informations météorologiques.</li> <li>- Couper le courant électrique.</li> <li>- Etre vigilant et ne pas sortir.</li> <li>- Prendre garde au calme apparent lors du passage de l'œil du cyclone.</li> <li>- Rester à l'intérieur d'un bâtiment sûr.</li> </ul>
Alerte bleue	<p><b>Phénomène s'éloignant ou se comblant. Mais il reste des résidus de phénomènes, des dangers persistent localement.</b> Fortes pluies, crues, mer grosse et vents violents sont encore possibles. Les secours s'activent, les services réparent. Evitez les déplacements, tenez-vous informés. <b>Pas de vigilance particulière.</b> Attention, cela ne veut pas dire qu'il fait beau : un ciel couvert et faiblement pluvieux, des petites averses sont classés en alerte bleue. L'alerte bleue peut ne pas exister.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuez à écouter les informations radio pour tous les avis et communiqués officiels.</li> <li>- Attendez d'avoir été officiellement prévenus que les alertes sont levées avant de sortir.</li> <li>- Ne vous approchez pas des fils tombés à terre, des bâtiments et des arbres endommagés, ni des cours d'eau en crue.</li> <li>- Facilitez l'accès des secours.</li> <li>- Traitez l'eau du robinet.</li> </ul>

## Annexe 6. Fonctionnement du CRIC en temps d'urgence

### Termes de référence sur le fonctionnement du Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophes (CRIC) en temps d'urgence

#### 1- Contexte

Le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) dispose d'une plateforme nationale informelle connue sous l'appellation de Comité de Réflexion des Intervenants en Catastrophes (CRIC) regroupant tous les intervenants humanitaires à Madagascar. Le CRIC est une plateforme d'échange d'informations, de coordination des activités de réduction, de préparation, de secours et de réponses aux urgences, ainsi que de relèvement précoce. Cependant, le CRIC n'a pas de pouvoir décisionnel en dehors de l'aspect technique de gestion des urgences, il fournit les informations nécessaires aux décideurs à tous les niveaux en vue de toute prise de décision majeure en matière de Gestion des Risques et Catastrophes. En septembre 2011, l'exercice de simulation fonctionnel national sur les cyclones et les inondations, mené pour la première fois à Madagascar, avec la facilitation de l'équipe de l'Inter-Agency Emergency Simulation (IAES) a recommandé la nécessité de restructurer le fonctionnement de cette plate-forme en période d'urgence vue le nombre important des acteurs qui la constitue et de mieux gérer la tenue des réunions de prise de décision. Lors de l'atelier de mise à jour du plan de contingence nationale mené sous l'égide du BNGRC le 27 et 28 octobre 2011, cette recommandation sortie de la simulation a fait l'objet d'une réflexion à l'aide d'un travail de groupe qui a permis de formuler les termes de référence ci-dessous afin de mieux organiser le CRIC pour la gestion des urgences.

#### 2- Objectifs du CRIC

En temps normal, il s'agit d'une plate-forme de coordination et d'échanges entre tous les acteurs humanitaires en matière de préparation et de réponses aux urgences.

##### 2.1 Membres actuels du CRIC

- BNGRC : lead de la coordination et du secrétariat
- Chef de file des groupes sectoriels : directions ou services techniques des ministères
- Départements ministériels spécialisés : Météo, FID, ONN, FTM, OLEP
- Clusters: Agences des Nations Unies, ONGs internationales et nationales, associations œuvrant dans l'humanitaire
- Secteur privé : Airtel, Telma, Orange, Projet Ambatovy
- Instituts Spécialisés, Universités : IOGA

##### 2.2 Objectifs des réunions du CRIC en temps d'urgence

En temps d'urgence, le CRIC se réunit pour échanger des informations clés, identifier l'ensemble des lacunes, prioriser les zones de concentration d'intervention et prendre des décisions sur la suite des évaluations et des réponses.

#### 3- Fonctionnement des réunions en cas d'urgence

- Toutes les réunions sont systématiquement convoquées par le BNGRC et la durée ne devrait pas dépassée 1h15min (voir répartition des temps ci-dessous).
- Une réunion restreinte pourrait être convoquée par le BNGRC pour les prises de décision majeure
- L'identification des participants à ces réunions sera laissée à l'appréciation du BNGRC avec l'appui technique de OCHA/BCR.
- Le nombre de réunions n'est pas limité, il dépend de la gravité de la crise et de sa durée
- Présence d'un gestionnaire de temps, désignée préalablement avant la réunion (possible rotation entre les membres), d'un facilitateur (par rotation des membres) et d'une personne qui assure le secrétariat pour le PV sur la base d'un canevas standard (BNGRC).
- Le PV de la réunion doit être communiqué le jour même.

##### 3.1. Ordre du jour et répartition du temps (1h15) :

- Validation PV de la dernière réunion (s'il y a lieu) et présentation de l'OJ – BNGRC
- Suivi des décisions/activités de la dernière réunion, si applicable - BNGRC
- Partage d'informations sur la situation post-cyclone/inondation – Météo et BNGRC
- Partage d'informations et des réponses envisagées – Un représentant par cluster
- Identification des lacunes et contraintes – BNGRC
- Décisions sur les actions à entreprendre et conclusions

**3.2. Participants aux réunions :**

- En cas de réunion normale : tous les membres du CRIC
- En cas de prise de décision majeure sur la stratégie de réponse, le BNGRC identifiera la liste des participants mais qui devrait inclure au moins le BNGRC, les Représentants de l'équipe Humanitaire, les chefs des clusters et les ministères concernés

**4- Modèle standard du compte rendu (1 page maximum)**

**REOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
 Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana  
 -----  
 MINISTERE DE L'INTERIEUR  
 -----  
 BUREAU NATIONAL DE GESTION  
 DES RISQUES ET DES CATASTROPHES  
 -----  
 SECRETARIAT EXECUTIF  
**REUNION DU CRIC – BNGRC Madagascar**

<b>Date/Lieu/Heure :</b>	
<b>Ordre du jour :</b>	
<b>Synthèse des dégâts et discussions par secteur :</b>	
<b>Décisions prises :</b>	
<b>Actions à suivre (y compris date limite et responsabilités) :</b>	
<b>Prochaine réunion :</b>	

**Signature du rapporteur :**

**Fiche de présence (en annexe) :**



## Annexe 7. Fiche d'évaluation SMS

MINISTRE DE L'INTERIEUR	REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA TANINDRAZANA-FAHAFAHANA-FANDROSOANA EVALUATION RAPIDE PAR SMS	BUREAU NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES COMITE DE REFLEXION DES INTERVENANTS AUX CATASTROPHES (GRIC)
<b>IDENTIFICATION DE LA ZONE</b>		
1. Région : .....		2. District : .....
3. Commune : .....		4. Fokontany : .....
<b>DONNEES A ENVOYER PAR SMS</b>		
<b>A. IMPACTS SUR LES HUMAINS</b>		
1. Nombre total d'habitants avant catastrophe .....		<input type="text"/>
2. Nombre de décès .....		<input type="text"/>
3. Nombre de blessés nécessitant hospitalisation .....		<input type="text"/>
4. Nombre de disparus .....		<input type="text"/>
<b>B. DEGATS HABITAT</b>		
5. Nombre total de maisons avant catastrophe .....		<input type="text"/>
6. Nombre de maisons inhabitables post-catastrophe .....		<input type="text"/>
7. Nombre de personnes déplacées (regroupées dans des centres) .....		<input type="text"/>
<b>C. ACCES /LOGISTIQUE</b>		
8. Est-ce que la voie d'accès habituelle est praticable ?		
Si Oui, inscrire : 1 - Si Non, inscrire : 2 .....		<input type="text"/>
<b>D. DEGATS INFRASTRUCTURES SANTE</b>		
1. La structure de santé est-elle fonctionnelle ?		
Si Oui, inscrire : 1 - Si Non, inscrire : 2 .....		<input type="text"/>
S'il n'y avait pas de structure avant la catastrophe, inscrire : 0 ...		
2. Y-a-t-il un médecin en poste?		
Si Oui, inscrire : 1 - Si Non, inscrire : 2 .....		<input type="text"/>
3. Y-a-t-il un personnel paramédical en poste?		
Si Oui, inscrire : 1 - Si Non, inscrire : 2 .....		<input type="text"/>
4. Est-ce que les médicaments essentiels sont disponibles en quantité suffisante ?		
Si Oui, inscrire : 1 - Si Non, inscrire : 2 .....		<input type="text"/>
<b>E. INFRASTRUCTURES</b>		
5. Où sont regroupées les personnes déplacées ?		
Si Pas de personnes déplacées, inscrire : 0		Si Ecole, inscrire : 1
Si Tentes, inscrire : 2		Si Eglise, inscrire : 3
Si Maison commune, inscrire : 4		Si Autres bâtiments administratifs, inscrire : 5
<input type="text"/>		
S'il y a <i>plusieurs</i> Lieux de regroupement à la fois, Inscrire <i>successivement</i> chacun des numéros correspondant à chaque lieu dans la case (ex : 2345 si Eglise <i>et</i> Maison Commune <i>et</i> Autres Bâtiments administratifs <i>à la fois</i> ) - Pour le SMS, saisir le nombre exactement tel qu'il apparait dans la case (Ex : 2345)		
<b>F. COMMENTAIRES</b>		
6. Quel est le besoin le plus urgent ?		
Si Evacuation sanitaire, inscrire : 1		Si Eau, inscrire : 2
Si Tentes/Bâches plastiques/couvertures/ustensiles : 4		Si Service santé/Médicaments : 5
		Si Vivres, inscrire : 3
		Si Autres : 6
<input type="text"/>		
RAHA MILA FANAZAVANA DIA ANTSOY NY BIRAOM-PIRENENA MOMBA NY FITANTANANA NY LOZA AO ANTANIMORA		
☎ +261 (0) 22 594 50/51; Mailaka : <a href="mailto:sp.bngrc@bngrc.mg">sp.bngrc@bngrc.mg</a>		



7. EAU ET ASSAINISSEMENT (Maire, comité local de GRC)				
<b>7.1. Eau</b>				
Sources	7.1.1. Quantité		7.1.2. Utilisation (3)	
	a. Nbre Total	b. Nbre fonctionnel actuel	a. Cuisson	b. Autre
Sources améliorées (*)				
Sources non améliorées (*)				
* : Code 2 = utilise toujours ; 1 = utilisation occasionnelle ; 0 = ne l'utilise pas				
7.2. L'eau utilisée actuelle a-t-elle été traitée (*) ? oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>				
<b>7.3 Assainissement et Hygiène</b>				
7.3.1 : Type de latrines	a. Nombre total	b. Nombre ménages concernés	c. Nombre endommagé (non fonctionnel)	
Latrines améliorées (*)				
Latrines non améliorées (*)				
7.4. La population a-t-elle accès aux matériels et produits pour l'EAH (latrines, savon, bac à ordures,)			oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
8. EDUCATION (chef ZAP, Maire)				
	a. Préscolaire	b. Primaire	c. Collège	d. Lycée
8.1. Nombre de salle de classe endommagées et non fonctionnelles (*)	sur	sur	sur	sur
8.2. Nombre d'écoles ayant suspendu les cours	sur	sur	sur	sur
8.3. Nombre d'élèves n'ayant pas accès aux cours suite au sinistre	a. Fille     b. Garçon			
8.4. Environ combien de pourcentage de kits scolaires a été disparu ou inutilisable	%			
8.5. Si existe, après le sinistre, nombre d'écoles ne disposant plus de :	a. Points d'eau			
	b. Latrines			
	c. Cantine scolaire			
9. LOGISTIQUE (Maire, comité local GRC)				
<b>9.1. Equipements et logistiques</b>				
<b>Logistiques</b>	9.1.a. Capacité		9.1.b. Accessible	
Magasin stockage, Nb	m3 <input type="checkbox"/> ou T <input type="checkbox"/>		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> (*)	
Piste d'atterrissage			oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> (*)	
Zone de largage (*)	m <sup>2</sup>		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> (*)	
Réserve de gaz oil	litre		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> (*)	
Réserve d'essence	litre		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> (*)	
9.2. Réseau opérationnel : a. Telma <input type="checkbox"/> b. Orange <input type="checkbox"/> c. Airtel <input type="checkbox"/>				
9.2.d. BLU	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	9.2.e. état de fonctionnalité : .....		
9.3.a. Electricité	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	9.3.b. Lequel ? .....		
10. PROTECTION Social (sources : autorités, associations, etc)				
10.1. a. Y a-t-il une identification des groupes prioritaires		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		
b. Si oui, lesquels ?				
10.2. Nombre de mineurs (<18 ans) non accompagnés (*)		a. Garçon		
		b. Fille		
10.3. a. Environnement propice aux violences/ négligences		oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>		
b. Quel type de violence (*)				
10.4. Existence de discrimination/marginalisation			oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
10.5. a. Présence d'organisations de soutien psychosocial, protection des droits humains, force de l'ordre/sécurité			oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
b. Citez et donner les contacts :				

## 12. DIRECTIVES ET DEFINITIONS

## METHODOLOGIE SUR TERRAIN

- Survoler chaque district affecté avant l'enquête (si applicable)
- Commencer par une rencontre avec le Comité local de GRC sur place, avec une présence de tous les membres de ce comité.
- Affiner avec les Comités locaux de GRC au niveau district la liste des communes les plus affectées, en plus des communes chefs lieu des districts, et identifier les moyens à utiliser pour y aller (hélicoptère, vedette rapide, moto et voiture, etc)
- Faire participer au maximum les membres des Comités Locaux de GRC, les sinistrés, les notables, les Mpanjaka, les religieux, les ONGs locales, groupes de femmes, personnels de santé, de l'éducation et du secteur social etc dans les visites de terrain et pour la collecte des données.
- Evaluer en commençant par le chef lieu de district (s'il est aussi affecté)
- Se réunir périodiquement avec le chef d'équipe
- Débriefing les résultats préliminaires de la mission à chaque Comité Local de GRC concerné.
- Tenir une réunion de synthèse finale entre toutes les équipes pour sortir les conclusions et les recommandations de la mission.
- Préparer une restitution sur powerpoint et un rapport Word selon le format fourni.

## QUELQUES DEFINITIONS

- 3.2. **Blésés graves** : blessés ayant besoin d'hospitalisation
- 3.3. **Disparus** : Personnes non retrouvées au moment de l'enquête
- 4.5. **CRENI** : Centre de Récupération et Education Nutritionnelle Intensif pour la Malnutrition aigüe
- 4.5. **CRENA** : Centre de Récupération et Education Nutritionnelle Ambulatoire pour la Malnutrition sévère
- 4.6. **DMU** : Dispositif Minimum d'Urgence, kits pour les femmes
- 5.1. **Cultures de consommation** : cultures destinée principalement à la consommation (riz, manioc, patate douce, maïs, fruit à pain, etc)
- 5.1. **Cultures pour vente** : cultures destinées principalement à la vente (haricot, litchis, vanille, girofle, poivre, haricot, arachide, carotte, etc)
- 5.1. **Elevage à cycle court** : élevage destiné pour la vente et ne reste pas plus de 6 mois dans le ménage
- 5.2. **PPN** : sucre, huile, savon, sel de cuisine, farine
- 5.2. **Aliment de base** : aliment le plus consommé par les ménages depuis des années, faisant partie déjà de leur tradition et de leur habitude alimentaire
- 5.3.b. **Aliment de substitution** : aliment consommé en absence ou manque d'aliment de base (exemple : fruit à pain, banane, fruit de cactus, tubercules, )
- 5.4. **Céréals** : riz, maïs, blé, sorgho
- 6.3.d. **Mobilité réduite** : personnes handicapées et âgées
- 7.1.1. **Sources améliorées** : Bornes fontaines, puits sécurisés, robinet, source protégée
- 7.1.1 **Sources non améliorées** : Rivière, puits non couverts, source non protégée...
- 7.2. **Eau traitée** : Eau chlorée après traitement avec sur'eau, water maker, etc
- 7.3.1. **Latrines améliorées** : latrine avec dalle lavable, fosse septique
- 7.3.1. **Latrine non améliorées** : Simple trous, latrine traditionnelle, ...
- 8.4. **Kits scolaires** : manuels pédagogiques, fournitures scolaires (cahier, stylos, craie, ardoises ...)
- 9.1. **Zone de largage** : terrain relativement plat, non entouré d'habitation
- 10.2. **Mineurs non accompagnés** : enfants séparés de leurs parents ou familles
- 10.3.b. **Violence physique** : coup et blessure volontaire
- Violence sexuelle** : viols, abus sexuels, exploitation sexuelle
- 10.4. **Discrimination/marginalisation** : non accès aux services ou à l'assistance pour des personnes du fait de leur spécificité (genre, ethnicité, religion, etc)

## DIRECTIVES DIVERSES

## EAU ET ASSAINISSEMENT

- 7.4. **EAH** : Matériels et produits utilisés pour l'Eau, Assainissement et Hygiène

## SANTE

- 4.1.b. **Nb CSB non endommagés mais non accessibles** : ce groupe de CSB ne rentre pas dans le groupe du 4.1.c. Le CSB n'est pas endommagé mais simplement inaccessible à cause d'une barrière géographique (montée de l'eau ou autre raison).
- 9.1.b. (\*) : accessible physiquement et disponible pour utilisation immédiate
- 4.2. à 4.6. Laisser à l'appréciation du chef du centre de santé, qui doit répondre par oui ou par non. Au cas où il y a plus d'un CSB dans la Commune, recueillir la réponse qui montrent la tendance générale.
- 10.3.a. La réponse est l'appréciation de la situation : promiscuité, vente d'alcool dans les sites d'hébergement, absence de force de sécurité, etc

## Annexe 9. Acronymes

ACF	Action Contre la Faim
ADRA	Adventist Development and Relief Association
AIDS	Acquired Immuno-Deficiency Syndrome
ASOS	Action Socio Sanitaire Organisation de Secours
BCPR	Bureau of Crisis Prevention and Recovery
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes
CARE	Cooperation and Relief Everywhere
CDA	Comité de Développement d'Andohatapenaka
CDC	Center for Disease Control and Prevention
CERF	Central Emergency Response Fund
CHD	Centre Hospitalier de District
CISCO	Circonscription Scolaire (Education Administrative Zone at district level)
CNGRC	Comité National de Gestion des Risques et Catastrophes
CPC	Corps de Protection Civile (Ministère de la Défense Nationale)
CPGU	Cellule de Prévention et de Gestion des Urgences
CRS	Catholic Relief Services
DRDR	Regional Directorates for Rural Development
ECG	Emergency Cash Grant
ECHO	European Commission Humanitarian Aid Office
EU	European Union
FAO	Food and Agriculture Organization
FFT	food-for-training
FFW	food-for-work
HCT	Humanitarian Country Team
HID	Human Development Index
HH	Hiara-Handoso
HIV	Human Immuno-deficiency Virus
IASC	Inter-Agency Standing Committee
ICRC	International Committee of the Red Cross
IFAD	International Fund for Agriculture Development
IFRC	International Federation of Red Cross and Red Crescent
INSTAT	Institut National de la Statistique
IOGA	Institut d'Observation Géodésique d'Antananarivo
IOM	International Organization for Migration
ITCZ	Inter-Tropical Convergence Zone
KG	kilogrammes
Km/h	Kilometer per hour
MinAgri	Ministère de l'Agriculture
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et la Promotion de la Femme

MTP	Ministère des Travaux Publics
MDM	Médecins du Monde
MDG	Millenium Development Goals
MISP	Minimal service packages
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MinSan	Ministère de la Sante Public
CRM	Croix Rouge Malagasy
MSF	Médecin Sans Frontière
MT	Ministère du Tourisme, du Transport et de la Météorologie
Mt	Metric tons
MEDAIR	Medical Air (NGO)
NFI	non-food item
NGO	non-governmental organisation
OFDA	Office for Foreign Disaster Assistance (USA)
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONN	Office National de la Nutrition
ORS	Oral Rehydration Salt
PHSP	Plateforme Humanitaire du Secteur Privé
PIROI	Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien
PSI	Population Services International
RCO	Resident Coordinator's Office
RTUF	ready-to-use food (plumpy nuts, BP5)
STD	sexually transmitted disease
SURECA	Service des Urgences et des Réponses aux Catastrophes
SAP	Système d'Alerte Précoce
SNUT	Service de Nutrition
UE	European Union
UN	United Nations
UNCT	United Nations Country Team
UNDAC	United Nations Disaster Assessment and Coordination
UNDP	United Nations Development Programme
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNOCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
USAID	United States Aid for International Development
WASH	water, sanitation, and hygiene
WES	water, environment, and sanitation
WFP	World Food Programme (PAM)
WHH	Welt Hungerhilfe
ZAP	Zone d'Activité Pédagogique (Pedagogy Activity Ar

## Annexe 10. Fiche d'enregistrement des dotations

NOM DE L'ENTITE DONATRICE :	<input type="checkbox"/> ONG <input type="checkbox"/> ENTITE PUBLIQUE <input type="checkbox"/> ENTREPRISE PRIVEE <input type="checkbox"/> AUTRES (à préciser) :	NOM DE L'AUTEUR :	Référence de la dotation (réservé au BNGRC) :
DATE DE REMISE :	TYPE DE CATASTROPHE :	FONCTION : Tel : Mail :	
		Nom de l'autorité présente lors des actions :	Titre de l'autorité présente :

Nature (ressources humaines, divers dons, contributions aux évaluations...)	Quantité	Unité	Valeur équivalente en monnaie nationale (si quantifiable)	Type de bénéficiaires souhaité (femmes, enfants...)	Nombre de bénéficiaires	Secteur humanitaire*	Région/District de destination

Signature

Signature

Pour le donateur

Pour l'autorité présente

Copie(s) à :

-

La valeur de nos actions peut être intégrée dans la valorisation globale des actions effectuées par tous les acteurs mais on demande à ce que les détails de nos dotations ne soient pas divulgués en public\*\*

\*Choisir entre : Wash, Education, Habitat, Protection, Logistique TIC, Nutrition, Sécurité alimentaire, Santé, Coordination

\*\*Veuillez cocher si vous choisissez cette option.